



**Organe subsidiaire de conseil scientifique  
et technologique**

**Soixante-quatrième session**

Bonn, 8-18 juin 2026

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

**Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise  
en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture  
et la sécurité alimentaire**

**Organe subsidiaire de mise en œuvre**

**Soixante-quatrième session**

Bonn, 8-18 juin 2026

Point 9 de l'ordre du jour provisoire

**Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise  
en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture  
et la sécurité alimentaire**

**Travaux effectués par les organes constitués et les entités  
financières et autres relevant de la Convention, ainsi que  
par les organisations internationales compétentes,  
sur les activités liées à l'Initiative commune  
de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre  
d'une action climatique pour l'agriculture  
et la sécurité alimentaire**

**Rapport de synthèse annuel du secrétariat**

*Résumé*

On trouvera dans le présent rapport une synthèse des contributions communiquées par les organes constitués et les entités financières et autres relevant de la Convention qui ont mené des activités liées à l'Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire en 2025. Une synthèse y est également faite des informations communiquées par des organisations internationales, les représentants des initiatives des présidences de la Conférence des Parties et les champions de haut niveau sur les activités liées à l'Initiative commune menées en 2025.



## Table des matières

	<i>Page</i>
Abréviations et acronymes .....	4
I. Introduction.....	5
A. Contexte.....	5
B. Mandat.....	5
II. Travaux effectués par les organes constitués et les entités financières et autres relevant de la Convention.....	6
A. Comité de l'adaptation.....	7
B. Fonds pour l'adaptation et Conseil du Fonds .....	7
C. Centre-Réseau des technologies climatiques et Conseil consultatif du Centre-Réseau.....	8
D. Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie .....	9
E. Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones .....	10
F. Fonds permettant de faire face aux pertes et préjudices.....	10
G. Fonds pour l'environnement mondial, Fonds pour les pays les moins avancés et Fonds spécial pour les changements climatiques.....	11
H. Fonds vert pour le climat .....	13
I. Comité de Katowice sur les impacts.....	15
J. Groupe d'experts des pays les moins avancés.....	15
K. Comité de Paris sur le renforcement des capacités .....	16
L. Réseau de Santiago.....	16
M. Comité permanent du financement.....	16
N. Comité exécutif de la technologie .....	17
III. Travaux menés dans le cadre d'initiatives lancées par les présidences de la Conférence des Parties et par des champions de haut niveau.....	17
A. Partenariat Alimentation et agriculture au service d'une transformation durable.....	18
B. Initiative climatique « Bakou Harmoniya » pour les agriculteurs.....	18
C. Investissements dans une agriculture résiliente pour la neutralité en matière de dégradation des terres (RAIZ).....	19
IV. Travaux effectués par des organisations internationales .....	19
A. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture .....	19
B. Crop Trust.....	20
C. Organisation de coopération et de développement économiques .....	20
V. Fonds alloués et besoins en financement, et difficultés et obstacles entravant l'accès à l'aide au financement, à la mise au point et au transfert de technologies, et au renforcement des capacités, y compris les mesures visant à surmonter ces obstacles.....	21
 Annexes	
I. Mandats et contributions des organes constitués et d'autres entités relevant de la Convention en rapport avec l'Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire .....	23

---

II.	Relations entre les activités et les objectifs de l'Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire .....	32
III.	Synthèse des contributions des organisations internationales et des représentants des initiatives des présidences de la Conférence des Parties .....	33
	Bibliographie.....	38

## Abréviations et acronymes

Cadre intégré pour les PNA et les ODD	Cadre intégré pour les plans nationaux d'adaptation et les objectifs de développement durable
CDN	Contribution déterminée au niveau national
CET	Comité exécutif de la technologie
CMA	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris
Comité d'experts de Katowice	Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre
Comité de Paris	Comité de Paris sur le renforcement des capacités
COP	Conférence des Parties
CPF	Comité permanent du financement
CRTC	Centre-Réseau des technologies climatiques
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FEM-6	Sixième cycle de reconstitution de la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial
FEM-7	Septième cycle de reconstitution de la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial
FEM-8	Huitième cycle de reconstitution de la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial
FEM-9	Neuvième cycle de reconstitution de la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial
Fonds pour les PMA	Fonds pour les pays les moins avancés
FSCC	Fonds spécial pour les changements climatiques
FVC	Fonds vert pour le climat
Groupe de facilitation	Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones
Initiative commune de Charm el-Cheikh	Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire
LEG	Groupe d'experts des pays les moins avancés
Mécanisme international de Varsovie	Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
Partenariat FAST	Partenariat Alimentation et agriculture au service d'une transformation durable
PNA	Plan national d'adaptation
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RAIZ	Investissements dans une agriculture résiliente pour la neutralité en matière de dégradation des terres
SB	Sessions des organes subsidiaires

## I. Introduction

### A. Contexte

1. À sa vingt-septième session, la Conférence des Parties (COP) a demandé aux organes subsidiaires de mettre en place l'initiative quadriennale commune de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, y compris la mise en œuvre des résultats de l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture et des activités antérieures se rapportant à des questions relatives à l'agriculture, ainsi que sur des thèmes futurs, sachant que les solutions dépendent du contexte et tiennent compte des situations nationales, les objectifs à poursuivre étant les suivants<sup>1</sup> :

a) Promouvoir, dans l'examen des questions relatives à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, une approche globale tenant compte des situations régionales, nationales et locales, qui procure de multiples avantages sur les plans de l'adaptation, des retombées positives de l'adaptation et de l'atténuation, selon les cas, sachant que l'adaptation est une priorité pour les groupes vulnérables, notamment les femmes, les peuples autochtones et les petits exploitants agricoles ;

b) Renforcer la cohérence, les synergies, la coordination, la communication et l'interaction entre les Parties, les organes constitués et les secteurs d'activité, les entités fonctionnelles du Mécanisme financier, le Fonds pour l'adaptation, le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques afin de faciliter la mise en œuvre d'une action visant à traiter les questions liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire ;

c) Promouvoir les synergies et renforcer la mobilisation, la collaboration et les partenariats parmi les organisations nationales, régionales et internationales et les autres parties prenantes, ainsi que dans le cadre des processus et initiatives pertinents, afin d'améliorer la mise en œuvre de l'action climatique pour traiter les questions liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire ;

d) Fournir aux Parties, aux organes constitués et aux entités fonctionnelles du Mécanisme financier un appui et des conseils techniques sur l'action climatique visant à traiter les questions liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, en respectant l'approche impulsée par les Parties et conformément à leurs procédures et mandats respectifs ;

e) Développer les travaux de recherche-développement sur les questions liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire et consolider et partager les informations, les connaissances (y compris le savoir autochtone et local), les expériences, les innovations et les meilleures pratiques scientifiques, technologiques et autres ;

f) Évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'action climatique et la coopération en la matière en vue de traiter les questions liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire ;

g) Partager des informations et des connaissances sur l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, de stratégies et de plans nationaux relatifs aux changements climatiques, tout en tenant compte des besoins et des contextes propres à chaque pays.

### B. Mandat

2. À sa vingt-septième session, la COP a demandé au secrétariat d'appuyer l'Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire en établissant un rapport de synthèse annuel sur les travaux effectués par les organes constitués et les entités financières et autres relevant de la

<sup>1</sup> Décision [3/CP.27](#), par. 14.

Convention, ainsi que par les organisations internationales compétentes, sur les activités liées à l'Initiative commune<sup>2</sup>.

3. À leurs soixantièmes sessions respectives, les organes subsidiaires ont invité les organisations internationales concernées à communiquer, avant le 31 décembre de chaque année, des informations sur les activités qu'elles mènent liées à l'Initiative commune, par l'intermédiaire du portail en ligne de Charm el-Cheikh<sup>3</sup>. Ils ont demandé au secrétariat d'établir le rapport de synthèse annuel en tenant compte de ces informations, et de le mettre à leur disposition pour examen à leurs premières sessions ordinaires respectives de chaque année<sup>4</sup>.

4. À leurs soixante-deuxièmes sessions respectives, les organes subsidiaires ont prié le secrétariat d'inviter les organes constitués et les entités financières et autres relevant de la Convention à lui communiquer des informations, et d'inviter les représentants des initiatives des présidences de la COP et les champions de haut niveau à communiquer, via le portail en ligne de Charm el-Cheikh, des informations sur les activités liées à l'Initiative commune de Charm el-Cheikh<sup>5</sup>.

5. À leurs soixante-deuxièmes sessions respectives, les organes subsidiaires ont prié le secrétariat de présenter, dans le présent deuxième rapport de synthèse annuel, des informations claires et précises sur la manière dont les organes constitués et les entités financières et autres relevant de la Convention ainsi que les organisations internationales compétentes avaient tenu compte de la décision 3/CP.27 dans leurs travaux<sup>6</sup>.

6. À leurs soixante-deuxièmes sessions respectives, les organes subsidiaires ont également prié le secrétariat de faire, dans le présent rapport de synthèse annuel, une synthèse, d'une part, des informations contenues dans les communications visées aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus s'agissant, entre autres, des fonds alloués et des besoins en financement, des difficultés et des obstacles entravant l'accès à l'aide au financement, à la mise au point et au transfert de technologies, et au renforcement des capacités liées à l'action climatique dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, compte tenu de la vulnérabilité des agriculteurs et des autres groupes vulnérables, en particulier les petits exploitants agricoles, les peuples autochtones, les communautés locales, les femmes, les jeunes et les enfants, face aux changements climatiques et, d'autre part, des mesures prises pour lever ces obstacles<sup>7</sup>.

7. Le premier des rapports de synthèse annuels sur les travaux effectués par les organes constitués et les entités financières et autres relevant de la Convention, ainsi que par les organisations internationales compétentes, sur les activités liées à l'Initiative commune menées entre 2013 et la publication du rapport<sup>8</sup> a été publié en 2025.

## II. Travaux effectués par les organes constitués et les entités financières et autres relevant de la Convention

8. On trouvera dans la présente section une synthèse des contributions communiquées par les organes constitués et les entités financières et autres relevant de la Convention qui ont mené des activités liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire en 2025<sup>9</sup>.

9. Une liste d'informations sur le mandat de chaque entité, ses contributions et ses activités, ainsi que des liens vers des sites Web sont présentés à l'annexe I. À l'annexe II,

<sup>2</sup> Décision 3/CP.27, par. 15 a).

<sup>3</sup> <https://unfccc.int/topics/land-use/workstreams/agriculture/sharm-el-sheikh-online-portal>.

<sup>4</sup> FCCC/SBSTA/2024/7, par. 111, et FCCC/SBI/2024/13, par. 58.

<sup>5</sup> FCCC/SBSTA/2025/4, par. 103, et FCCC/SBI/2025/11, par. 65.

<sup>6</sup> FCCC/SBSTA/2025/4, par. 102, et FCCC/SBI/2025/11, par. 64.

<sup>7</sup> FCCC/SBSTA/2025/4, par. 104, et FCCC/SBI/2025/11, par. 66.

<sup>8</sup> FCCC/SB/2025/4.

<sup>9</sup> Le présent rapport fait également état d'activités menées en 2024 qui n'avaient pas été prises en compte dans le précédent rapport de synthèse.

les liens entre les objectifs de l'Initiative commune de Charm el-Cheikh et les activités menées par chaque entité sont indiqués<sup>10</sup>.

## A. Comité de l'adaptation

10. Le Comité de l'adaptation a poursuivi ses activités visant à soutenir l'élaboration et l'application des plans nationaux d'adaptation (PNA), notamment par l'intermédiaire de son équipe spéciale chargée des plans nationaux d'adaptation<sup>11</sup>, étant donné que l'agriculture et la sécurité alimentaire sont généralement définies par les Parties comme des secteurs pris en compte dans les processus relatifs aux plans nationaux d'adaptation et dans les évaluations nationales de la vulnérabilité qui servent de base à la planification de l'adaptation. L'équipe spéciale des PNA est composée de membres du Comité de l'adaptation, du Fonds pour l'adaptation, du Fonds vert pour le climat, du Fonds pour l'environnement mondial, du Groupe d'experts des PMA, du Fonds stratégique pour le climat et du Comité exécutif de la technologie, ce qui renforce la cohérence, les synergies, la coordination, la communication et l'interaction entre ces organes et entités, conformément à l'objectif b) de l'Initiative commune de Charm el-Cheikh. En ce qui concerne l'objectif e), en novembre 2024, l'équipe spéciale des PNA a publié une note d'information sur les progrès réalisés, les bonnes pratiques répertoriées, les enseignements à retenir, les difficultés rencontrées et les possibilités à exploiter en ce qui concerne l'intégration des connaissances traditionnelles, des savoirs des peuples autochtones et des systèmes de connaissances locaux dans les mesures d'adaptation. Cette note d'information présente plusieurs études de cas et exemples de pratiques liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire (NAP task force, 2024).

11. Dans le cadre des travaux qu'il mène sur le suivi, l'évaluation et l'apprentissage, le Comité de l'adaptation a soutenu le suivi des résultats en matière d'adaptation dans l'ensemble des secteurs, y compris, selon qu'il convenait, dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire<sup>12</sup>. En octobre 2025, il a achevé la validation des informations publiées sur son portail interactif concernant l'état d'avancement des mesures d'adaptation prises par les Parties<sup>13</sup>, notamment en ce qui concerne les mécanismes et les mesures d'adaptation, telles qu'elles ressortent des rapports nationaux et des communications relatifs à l'adaptation soumis au secrétariat. Ce portail contribue au suivi des progrès réalisés à l'échelle mondiale dans l'application des mesures d'adaptation, notamment en ce qui concerne l'agriculture et les systèmes alimentaires, conformément aux objectifs e) et f).

12. En outre, le Comité de l'adaptation a contribué à recenser les lacunes et les besoins des pays en développement en matière d'adaptation<sup>14</sup>, notamment les obstacles entravant l'accès au financement, aux technologies et au soutien au renforcement des capacités, qui sont particulièrement nécessaires aux groupes vulnérables aux effets des changements climatiques, tels que les petits agriculteurs, les peuples autochtones et les communautés locales. Il a également fourni des analyses approfondies sur le financement de l'adaptation, notamment en participant à l'élaboration de stratégies de réduction du risque et en apportant sa contribution au Fonds stratégique pour le climat pour l'élaboration d'un projet d'orientations à l'intention des entités fonctionnelles du Mécanisme financier, soutenant ainsi les efforts visant à améliorer l'accès au financement de l'adaptation et à renforcer son efficacité.

## B. Fonds pour l'adaptation et Conseil du Fonds

13. En ce qui concerne les objectifs d) et e), en 2025, le Fonds pour l'adaptation a approuvé 29 projets, d'un montant total de 202 217 351 dollars des États-Unis, dont 7 (pour un montant total de 56 788 883 dollars É.-U.) constituent des investissements dans

<sup>10</sup> Dans le présent rapport, les objectifs de l'Initiative commune sont désignés par la lettre de l'alinéa correspondant du paragraphe 14 de la décision 3/CP.27.

<sup>11</sup> Voir le document FCCC/SB/2025/7, par. 19 à 25, 56 à 60.

<sup>12</sup> Voir FCCC/SB/2025/7, par. 26 à 28.

<sup>13</sup> Disponible à l'adresse suivante : [https://unfccc.int/adaptation\\_country\\_portal](https://unfccc.int/adaptation_country_portal).

<sup>14</sup> Voir FCCC/SB/2025/7, par. 29 à 31.

l'agriculture et la sécurité alimentaire en Bosnie-Herzégovine, au Costa Rica, à la Grenade, au Lesotho, en Mongolie et en Ouzbékistan (projets nationaux) ainsi qu'à Cuba et au Panama (projet régional).

14. Ces sept projets visent à renforcer la résilience des communautés vulnérables face aux changements climatiques en améliorant les systèmes agricoles, en renforçant la sécurité alimentaire, en développant les services liés au climat et aux connaissances, et en consolidant les moyens de subsistance des communautés<sup>15</sup>.

15. D'autres investissements (d'un montant total de 68 811 453 dollars É.-U.) ont été approuvés dans des secteurs autres que l'agriculture et la sécurité alimentaire, mais qui présentent un lien étroit avec ces domaines, à savoir un projet dans le secteur forestier en Arménie, trois projets de développement rural en Côte d'Ivoire et en Indonésie, ainsi que huit programmes multisectoriels comportant des volets agricoles importants, tels que des activités agricoles intelligentes face aux changements climatiques et durables, ou comportant des références plus transversales ou limitées aux pratiques agricoles.

16. En décembre 2025, le portefeuille de projets en cours du Fonds pour l'adaptation s'élevait à 1,5 milliard de dollars É.-U., dont 321 864 705 dollars É.-U. consacrés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Ces investissements visaient à renforcer les capacités et les politiques dans ces domaines, à améliorer les moyens de subsistance ainsi que les systèmes alimentaires et d'approvisionnement en eau, et à déployer des technologies innovantes.

### C. Centre-Réseau des technologies climatiques et Conseil consultatif du Centre-Réseau

17. En avril 2025, le Centre-Réseau des technologies climatiques (CRTC) a publié le rapport sur son plan opérationnel annuel 2024<sup>16</sup>, dans lequel il rend compte des progrès accomplis dans l'exécution de son mandat, notamment s'agissant de l'assistance technique fournie en réponse aux demandes formulées par les pays. Selon ce rapport, les activités liées aux interactions entre l'eau, l'énergie et l'alimentation ont représenté la plus grande part (37 %) des interventions d'assistance technique menées à bien en 2024.

18. En ce qui concerne l'objectif d), le CRTC a continué de répondre aux demandes d'assistance technique par l'intermédiaire de l'Accélérateur d'innovation climatique du Fonds pour l'adaptation<sup>17</sup>. Entre autres objectifs, le programme facilite la fourniture d'une assistance technique liée aux interactions entre l'eau, l'énergie et l'alimentation, domaine de transformation des systèmes pour lequel le plus grand nombre de demandes a été reçu à ce jour.

19. En ce qui concerne les objectifs f) et g), le CRTC et le PNUD ont publié un rapport dans lequel ils analysent les répercussions des interventions d'assistance technique dans le secteur agricole (UNDP and CTCN Adaptation Fund Climate Innovation Accelerator, 2025), notamment le renforcement de la résilience agricole dans les zones rurales du Nigéria, la lutte contre les intrusions salines aux Maldives et l'utilisation de technologies innovantes pour capter les eaux de crue et protéger les cultures au Burundi. Parmi les exemples de réussite mis en avant concernant les projets du CRTC pour 2025, tels que présentés sur le site web du

<sup>15</sup> Pour la liste complète des projets liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire financés par le Fonds pour l'adaptation, voir <https://www.adaptation-fund.org/projects-programmes/project-sectors/agriculture/> et <https://www.adaptation-fund.org/projects-programmes/project-sectors/food-security/>.

<sup>16</sup> Conseil consultatif du CRTC, document AB/2025/25/16.1. Le rapport 2025 sur le plan opérationnel annuel sera publié d'ici à avril 2026.

<sup>17</sup> Voir <https://www.adaptation-fund.org/apply-funding/innovation-grants/adaptation-fund-climate-innovation-accelerator-afcia>.

CRTC, figurent des initiatives permettant aux agriculteurs d'utiliser l'intelligence artificielle pour mieux faire face aux chocs climatiques au Malawi et au Népal<sup>18</sup>.

20. En décembre 2025, le CRTC et le PNUE ont publié un rapport sur le Programme « Changements climatiques et sécurité », financé par l'Union européenne (UNEP and CTCN, 2025), qui porte sur les effets de l'aide technique sur les communautés touchées par les conflits et présente des témoignages relatifs au transfert de technologies agricoles au sein de communautés rurales au Cameroun et au Nigéria.

#### D. Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie

21. Le Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie a continué d'intégrer l'agriculture et la sécurité alimentaire en tant qu'élément transversal dans le cadre de l'exécution de son plan de travail quinquennal glissant<sup>19</sup>, et ses cinq groupes d'experts thématiques en ont également tenu compte dans leurs travaux.

22. En 2025, le Comité exécutif a publié trois supports de connaissances en rapport avec les objectifs a), d), e) et g) :

a) Une version actualisée du recueil sur les approches globales de gestion des risques, dans lequel il est démontré que l'insécurité alimentaire due à la sécheresse est une conséquence bien définie et identifiable des changements climatiques qui se manifeste sous diverses formes de pertes et préjudices. Ce recueil comprend une étude de cas sur l'application d'une méthode d'évaluation des pertes et des préjudices dans le secteur agricole à la suite d'événements climatiques extrêmes en Uruguay (WIM Executive Committee, 2025a) ;

b) Un guide technique sur l'accès aux ressources financières destinées à prévenir et réduire les conséquences des déplacements de population liés aux effets néfastes des changements climatiques et à y faire face, dans lequel est, notamment, présentée une analyse de la façon dont les répercussions des changements climatiques sur la production agricole peuvent entraîner des déplacements, en mettant en évidence les perturbations de l'approvisionnement alimentaire au sein des communautés touchées (WIM Executive Committee, 2025b) ;

c) Un guide technique sur l'élévation du niveau de la mer, portant sur les conséquences de l'élévation du niveau de la mer sur, entre autres, la sécurité alimentaire, y compris la perturbation des réseaux trophiques, la baisse de la qualité des produits de la mer – qui a des répercussions sur la santé – et l'évolution des pratiques alimentaires traditionnelles conduisant à un appauvrissement culturel (WIM Executive Committee, 2025c) ;

23. En ce qui concerne les objectifs b) et c), le Comité exécutif a renforcé sa collaboration avec des organismes spécialisés dans le domaine de l'agriculture en invitant la FAO à rejoindre son groupe d'experts techniques de la gestion globale des risques et des processus de transformation en septembre 2025. Dans le cadre de son troisième plan d'action<sup>20</sup>, le groupe prévoit d'élaborer, d'ici à 2027 et sous la direction de la FAO, des cadres méthodologiques pour l'évaluation des pertes et des préjudices dans les systèmes agroalimentaires. Le Comité exécutif a également organisé, dans le cadre de sa vingt-troisième réunion, une présentation par des experts de la FAO consacrée au financement de l'action climatique en vue d'accélérer la transformation des systèmes agroalimentaires<sup>21</sup>.

24. Par ailleurs, le Comité exécutif a organisé des événements, des tables rondes et un webinaire visant à présenter les principales conclusions des supports de connaissances

<sup>18</sup> Voir <https://www.ctc-n.org/whats-happening/news/malawi-saves-lives-using-digitization-and-ai-understand-flood-risks> et <https://www.ctc-n.org/whats-happening/news/nepal-faster-flood-farmers-harness-ai-weather-climate-shocks>.

<sup>19</sup> Figurant dans le document FCCC/SB/2022/2/Add.2, annexe I.

<sup>20</sup> FCCC/SB/2022/2/Add.1, annexe III.

<sup>21</sup> Le diaporama de l'exposé est disponible à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/event/WIMExCom23>.

publiés et à recueillir les informations nécessaires à l'exécution de son mandat. Ces événements, dialogues et webinaires, pendant lesquels divers aspects de la sécurité alimentaire et de l'agriculture ont été abordés de manière transversale, ont réuni un large éventail d'acteurs du domaine des pertes et des préjudices, favorisant ainsi la collaboration et la complémentarité des travaux<sup>22</sup>.

## **E. Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones**

25. Les activités menées dans le cadre du plan de travail de Bakou relatif à la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones ont contribué aux travaux sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. À la trentième session de la COP, le Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones a organisé la cinquième réunion annuelle des détenteurs de connaissances<sup>23</sup>, le cinquième dialogue annuel<sup>24</sup>, la table ronde Septième génération<sup>25</sup> et le Dialogue intergénérationnel<sup>26</sup>, au cours desquels les pratiques agricoles ont été mises en avant en tant que solutions climatiques, contribuant ainsi à l'objectif e). Parmi ces pratiques agricoles, on peut citer le système de culture intercalaire autochtone « milpa » pratiqué en Amérique centrale ; les pratiques agricoles adaptatives des communautés Naga dans le nord-est de l'Inde ; la restauration communautaire des mangroves à Kiribati ; l'agriculture en rotation et la restauration forestière menées par les communautés Hin Lad Nai dans le nord de la Thaïlande ; l'initiative de restauration des récifs coralliens adaptée aux changements climatiques menée par des jeunes aux Tuvalu ; ainsi que la gestion des terres par les Khantys en Sibérie occidentale, autant d'éléments qui renforcent la sécurité alimentaire, les écosystèmes et la résilience face aux changements climatiques.

26. À sa quatorzième réunion, le Groupe de facilitation a reçu des contributions relatives à l'action climatique liée à l'agriculture et à la sécurité alimentaire dans le cadre de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones. Il s'agissait notamment d'initiatives menées par des communautés autochtones en Amérique centrale et en Amérique du Sud visant à mettre en place des systèmes alimentaires résilients et à préserver des cultures résistantes aux changements climatiques ; de pratiques agricoles et pastorales résilientes face aux changements climatiques appliquées par les peuples autochtones dans la région himalayenne du Népal ; et d'initiatives de restauration des mangroves menées par des femmes au Bénin, au Cameroun et au Togo, qui contribuent à la préservation de la pêche, de la biodiversité et des moyens de subsistance locaux.

## **F. Fonds permettant de faire face aux pertes et préjudices**

27. En 2025, le Conseil d'administration du Fonds permettant de faire face aux pertes et préjudices a défini les Modalités de mise en œuvre de la Barbade, qui constituent la phase de démarrage du Fonds. À la trentième session de la COP, le premier appel à propositions de financement au titre des Modalités a été lancé<sup>27</sup> ; parmi les activités éligibles au financement figurent celles qui permettent de faire face aux pertes et préjudices économiques et non économiques, ainsi que celles qui visent à combler les lacunes prioritaires dans le paysage institutionnel actuel afin de faire face aux pertes et préjudices, qui peuvent inclure des interventions liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. De plus amples informations

<sup>22</sup> La liste de ces événements, dialogues et webinaires est présentée à l'annexe I.

<sup>23</sup> Voir <https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-fifth-annual-gathering-knowledge-holders-coordination-meeting-ambitious-and-just-climate>.

<sup>24</sup> Voir <https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-fifth-annual-dialogue-indigenous-peoples-local-communities-parties-constituted-bodies>.

<sup>25</sup> Voir <https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-annual-seventh-generation-round-table-intergenerational-knowledge-exchange-collective>.

<sup>26</sup> Voir <https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-annual-intergenerational-dialogue-co-creating-actionable-pathways-incorporating-diverse>.

<sup>27</sup> Le communiqué de presse est disponible à l'adresse suivante : <https://www.friid.org/press-releases>.

sur le portefeuille d'activités du Fonds seront communiquées au fur et à mesure de la réception des demandes de financement.

28. Les critères de financement des Modalités de mise en œuvre de la Barbade sont conformes aux objectifs a), c) et d)<sup>28</sup>. Le premier critère encourage les approches ascendantes, menées par les pays eux-mêmes, pour faire face aux pertes et aux préjudices, en veillant à ce que les interventions soient guidées par les besoins, les priorités et les systèmes nationaux. Le deuxième critère met l'accent sur les résultats et effets escomptés, en veillant à ce qu'il en résulte des avantages sociaux et environnementaux, à ce que les questions de genre soient prises en compte et à ce que les communautés vulnérables en tirent profit, tandis que le troisième critère vise à favoriser la complémentarité et la cohérence des efforts au niveau national afin d'éviter les doubles emplois et de réduire la fragmentation.

29. En ce qui concerne l'objectif b), le Conseil d'administration du Fonds a décidé que les pays pouvaient bénéficier d'une aide du Fonds en partenariat avec des entités accréditées par le Fonds pour l'adaptation, le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial. Cet accès vise à renforcer la participation au Fonds et à favoriser la collaboration et les synergies entre celui-ci et d'autres fonds pour le climat qui mettent en œuvre des activités liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire.

30. Le secrétariat du Fonds travaille à l'élaboration d'un cadre de mesure des résultats pour les Modalités de mise en œuvre de la Barbade, qui pourrait inclure des indicateurs relatifs aux mesures prises pour faire face aux pertes et préjudices dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

## **G. Fonds pour l'environnement mondial, Fonds pour les pays les moins avancés et Fonds spécial pour les changements climatiques**

31. La mise en œuvre du Programme intégré sur les systèmes alimentaires, lancé en 2024 dans le cadre du huitième cycle de reconstitution du Fonds pour l'environnement mondial (FEM-8) grâce à un financement de 282 millions de dollars É.-U., a progressé en 2025 en axant les activités sur les principaux facteurs de non-durabilité dans les systèmes alimentaires, ce qui correspond à l'objectif a)<sup>29</sup>. Un atelier a été organisé en mars 2025 pour lancer le projet de coordination mondiale du Programme, dans le but de garantir une bonne compréhension de la vision d'avenir de celui-ci et de l'approche privilégiée. En août 2025, les 32 projets nationaux relevant du Programme avaient tous reçu leur approbation définitive, ce qui a permis d'amorcer leur mise en œuvre. En septembre 2025, la première réunion mondiale dans le cadre du Programme a été organisée, avec pour objectif de renforcer la collaboration entre les pays et de jeter les bases nécessaires pour obtenir un effet transformateur à grande échelle. Le Bureau indépendant d'évaluation du FEM a poursuivi son évaluation des programmes du FEM consacrés aux systèmes alimentaires, du sixième (FEM-6) au huitième (FEM-8) cycle de reconstitution, afin d'en déterminer l'exhaustivité et d'évaluer l'efficacité de leur conception et de leur mise en œuvre pour ce qui est de relever les défis environnementaux tout au long des chaînes de production et de valeur<sup>30</sup>.

32. Les activités menées dans le cadre du programme Sahel RESILAND<sup>31</sup>, approuvé en 2025 et bénéficiant d'un financement de 20 millions de dollars É.-U. sous forme de subvention du Fonds pour les pays les moins avancés, s'inscrivent également dans le cadre de l'objectif a). Ce programme vise à renforcer la résilience face aux changements climatiques et les moyens de subsistance au Mali et au Tchad grâce à la restauration de paysages transfrontière et adaptée aux changements climatiques et à une gestion des terres menée par les communautés, tout en renforçant la participation des femmes aux chaînes de valeur des produits forestiers non ligneux et de la pêche. Ce projet est mis en œuvre en collaboration avec des représentants de l'initiative « Grande Muraille Verte », pilotée par des pays africains, et a mobilisé plus de 400 millions de dollars É.-U. de cofinancement de la

<sup>28</sup> Voir le document FRLD/BIM/1 du Conseil du Fonds pour les pertes et préjudices.

<sup>29</sup> Voir <https://www.thegef.org/projects-operations/projects/11214>.

<sup>30</sup> Voir le document GEF/E/C.70/02 du Conseil du FEM.

<sup>31</sup> Voir <https://www.worldbank.org/en/programs/sahel-resiland>.

Banque mondiale, ce qui a permis d'élargir la participation régionale, notamment au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger. Ce programme devrait venir en aide à plus de 2 millions de personnes.

33. Le projet de stratégie de programmation de l'adaptation du FEM-9 pour le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC)<sup>32</sup> compte l'agriculture et les systèmes alimentaires parmi ses trois thèmes prioritaires et met l'accent sur des approches systémiques et intelligentes face au climat dans ces domaines, qui visent à améliorer la productivité, à réduire la vulnérabilité et à renforcer les moyens de subsistance en milieu rural. Dans l'ensemble, la stratégie de programmation vise à favoriser l'intégration des informations climatiques et des systèmes d'alerte précoce dans la planification agricole, afin d'aider les agriculteurs à anticiper les chocs climatiques et à y faire face. En ce qui concerne l'objectif d), dans le cadre de la stratégie de programmation, le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques aideront les pays à mettre en place des mécanismes de financement de l'adaptation inclusifs qui permettent aux petits exploitants agricoles et aux communautés d'accéder à des investissements agricoles adaptés et intelligents face au climat, lesquels 1) privilégient des approches fondées sur les données et participatives, 2) renforcent les organisations d'agriculteurs et 3) tirent parti des solutions fondées sur la nature pour restaurer les paysages dégradés, améliorer la gestion de l'eau et des sols, et renforcer la résilience au niveau des écosystèmes.

34. En ce qui concerne l'objectif c), le Conseil du FEM a décidé, à sa réunion de décembre 2025, que, dans le cadre du programme de travail du FEM-8 pour la Caisse du FEM, 15 millions de dollars É.-U. seraient alloués à un projet d'investissement (hors subvention) visant à encourager l'adoption de pratiques agricoles régénératrices<sup>33</sup>. Ce projet mobilisera les acteurs de l'ensemble de la chaîne de valeur agricole, tels que les transformateurs, les agrégateurs et les producteurs agricoles, en recourant à des prêts à risque réduit et à des taux d'intérêt liés à la durabilité, afin d'encourager les actions bénéfiques pour l'environnement. Il encouragera également les modèles de rétrocession, dans le cadre desquels les entreprises agroalimentaires apporteront un financement à leurs fournisseurs agricoles, ce qui permettra d'harmoniser les incitations et le financement tout au long de la chaîne de valeur. Il s'appuie sur le Programme d'impact sur les systèmes alimentaires, l'utilisation des terres et la restauration du FEM-7<sup>34</sup> et s'aligne sur celui-ci afin de tirer parti des plateformes et des réseaux existants, ainsi que des enseignements à retenir.

35. En ce qui concerne l'objectif g), plusieurs ressources thématiques ont été publiées dans le cadre du Programme d'impact sur les systèmes alimentaires, l'utilisation des terres et la restauration du FEM-7. Il s'agit notamment du rapport annuel du Sustainable Coffee Challenge (Sustainable Coffee Challenge, 2025), d'une note d'information sur les chaînes d'approvisionnement en matières premières sans déforestation dans l'Amazonie péruvienne<sup>35</sup>, d'un compte rendu d'événement sur la promotion de la transformation durable de l'élevage grâce aux investissements du secteur privé<sup>36</sup>, ainsi que de notes d'information sur l'huile de palme, le soja, le bétail, le café et le cacao<sup>37</sup>. Le secrétariat du FEM a également contribué à renforcer la base de connaissances sur la transformation des systèmes alimentaires en publiant un rapport sur la promotion d'approches intégrées en matière de sécurité alimentaire et de systèmes alimentaires résilients (GEF, 2025) ainsi qu'une brochure d'information sur la transformation des systèmes alimentaires et l'autonomisation des jeunes en Afrique<sup>38</sup>. Le secrétariat du FEM a également participé au Forum des systèmes

<sup>32</sup> Figurant dans le document GEF/LDCF.SCCF/02/SM3/01 du Conseil du LDCF/FSCC.

<sup>33</sup> Voir le document GEF/C.70/03 du Conseil du FEM.

<sup>34</sup> Voir <https://www.thegef.org/newsroom/publications/food-systems-land-use-and-restoration-impact-program>.

<sup>35</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.folur.org/knowledge/peru-deforestation-free-commodity-supply-chains-peruvian-amazon>.

<sup>36</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.folur.org/index.php/knowledge/catalyzing-sustainable-livestock-transformation-through-private-sector-investment>.

<sup>37</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.folur.org/index.php/knowledge>.

<sup>38</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.thegef.org/newsroom/publications/transforming-food-systems-and-empowering-youth-africa>.

alimentaires africains 2025<sup>39</sup>, qui s'inscrit dans le cadre des objectifs b), c) et e). Le forum a mis en lumière les points de vue, les enseignements à retenir et les innovations issues de la programmation intégrée du FEM et des projets liés à l'agriculture soutenus par des financements du FEM.

## H. Fonds vert pour le climat

36. En ce qui concerne l'objectif a), la programmation du Fonds vert pour le climat (FVC) en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire adopte une approche globale, intégrant des volets d'adaptation et d'atténuation tout en favorisant la sécurité alimentaire, la résilience et la participation des groupes vulnérables, des peuples autochtones et des petits agriculteurs. En 2025, le Conseil d'administration du FVC a approuvé 19 propositions de financement consacrées à l'adaptation et à des questions transversales, pour des projets relevant de secteurs directement liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Plus de 115 millions de personnes devraient bénéficier, directement ou indirectement, des projets approuvés, lesquels devraient contribuer à la restauration ou à une meilleure gestion des écosystèmes de 28 millions d'hectares de zones terrestres forestières et non forestières, de zones d'eau douce et de zones côtières-marines, et permettre d'éviter l'émission d'environ 120 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone. Ces projets représentent 1,23 milliard de dollars É.-U. d'engagements du FVC, dont 241 millions de dollars É.-U. seront utilisés par des entités bénéficiant d'un accès direct et 154 millions de dollars É.-U. seront traités dans le cadre de la procédure simplifiée d'approbation du FVC.

37. En 2025, le portefeuille de projets du FVC liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire comprenait la mise en œuvre d'un large éventail de technologies et de solutions, notamment l'irrigation solaire et les biodigesteurs au Mali, des systèmes de surveillance des glaciers dans le cadre du programme « Des glaciers aux exploitations agricoles », des solutions visant à réduire les pertes alimentaires en Afrique, ainsi que des cultures résistantes aux changements climatiques, des systèmes de collecte de l'eau et des systèmes d'information sur le climat dans des zones touchées par des conflits, telles que le sud de l'Irak. Ces technologies et solutions ont été complétées par un soutien au renforcement des capacités et au développement des entreprises, des mesures ayant été prises pour garantir la participation des femmes et des jeunes, dans le but d'assurer des effets durables.

38. En ce qui concerne l'objectif b), le Fonds vert pour le climat continue d'appliquer son cadre opérationnel visant à renforcer la complémentarité et à améliorer la cohérence avec les opérations et les processus d'autres institutions de financement de l'action climatique<sup>40</sup> et de communiquer, tous les ans, des informations actualisées sur l'état d'avancement des activités menées à cet égard<sup>41</sup>. Parmi les 19 projets approuvés en 2025, plusieurs présentent une forte complémentarité et une grande cohérence avec d'autres fonds multilatéraux pour le climat, comme le projet national de développement de la chaîne de valeur agricole au Kenya, qui s'appuie sur un projet du FEM-7 ; le projet multinational « Early Warnings for all » (Alertes précoces pour tous), qui s'appuie sur les mesures prises dans le cadre d'investissements antérieurs du Fonds pour les pays les moins avancés et du FEM ; et le Mirova Sustainable Land Fund 2 (Fonds Mirova pour la gestion durable des terres 2), qui bénéficie de l'assistance technique du FEM.

39. En ce qui concerne l'objectif c), le FVC agit par l'intermédiaire de son réseau de partenaires, qui comprend des entités d'exécution nationales, régionales et internationales. Les autorités nationales désignées assurent la supervision stratégique des activités du FVC et communiquent les informations sur les priorités nationales, alors que les entités accréditées<sup>42</sup> élaborent des propositions de financement et supervisent la gestion et le suivi des projets. En 2025, le secrétariat du FVC a approuvé cinq propositions au titre du mécanisme de financement de la préparation des projets afin de soutenir l'élaboration de propositions de

<sup>39</sup> Voir <https://afs-forum.org/summit/2025/>.

<sup>40</sup> Voir l'annexe II de la décision B.17/04 du Conseil du FVC.

<sup>41</sup> Pour les informations relatives à 2024, voir le document GCF/B.40/Inf.13/Add.02 du Conseil du FVC.

<sup>42</sup> Voir <https://www.greenclimate.fund/about/partners/ae>.

financement dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation au Bénin, en Namibie, au Pérou, à Saint-Kitts-et-Nevis et à Sao Tomé-et-Principe. Ce soutien vise à combler les lacunes en matière de capacités de formulation des projets en élaborant une justification solide sur le plan climatique, en renforçant l'analyse technique et économique, et en traduisant les priorités nationales en projets d'investissement prêts à être mis en œuvre. Quatre de ces propositions soutiennent les entités à accès direct, renforçant ainsi davantage l'élaboration de projets par les pays.

40. En ce qui concerne l'objectif d), le FVC a poursuivi la mise en œuvre de son Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires, plus grande initiative mondiale de renforcement des capacités en matière d'action climatique, qui comprend notamment un soutien au renforcement des conditions favorables à la mise en place d'une agriculture et de systèmes alimentaires résilients face aux changements climatiques. Grâce à ce programme, le Fonds vert pour le climat renforce la planification en amont et les capacités institutionnelles, favorisant ainsi l'intégration de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans les cadres nationaux d'adaptation. Le Programme aborde également les défis recensés par les pays dans ces domaines et permet à ceux-ci de se doter des capacités nécessaires et de créer un environnement propice leur permettant d'accéder aux ressources indispensables, notamment au titre du Fonds vert pour le climat. Les activités préparatoires contribuent de plus en plus à favoriser la mise en place d'investissements dans des projets d'adaptation pouvant être financés, notamment grâce à des instruments de réduction des risques tels que les obligations vertes et les obligations en faveur de la résilience, les mécanismes d'assurance et les stratégies de financement concessionnel. Au total, 41 propositions d'activités préparatoires, représentant un montant total de 62 millions de dollars É.-U., ont été approuvées en 2025 dans 37 pays, dont 21 visant directement à soutenir les processus des plans nationaux d'adaptation, pour un montant d'environ 44 millions de dollars É.-U.

41. En ce qui concerne l'objectif e), le réseau du FVC composé d'entités accréditées comprend des centres internationaux de recherche agricole appliquée tels que ceux du CGIAR, ainsi que des organisations disposant d'une expertise technique et financière concrète dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Les projets approuvés par le FVC en 2025 visent à stimuler l'innovation financière et technique, l'aide étant étendue, par exemple, de l'amélioration des rendements et de l'irrigation à des approches systémiques visant à intégrer des pratiques agroécologiques résilientes et adaptées au climat tout au long de la chaîne de valeur. Parmi les exemples de projets figurent la transformation des chaînes de valeur agricoles résilientes face aux changements climatiques et à faibles émissions de carbone dans le bloc économique de la région des lacs au Kenya, ainsi que la mise en place de mécanismes de financement de l'agriculture intelligente face au climat au Sénégal. Ce portefeuille témoigne également d'une utilisation stratégique de divers instruments financiers, notamment des subventions, des prêts, des fonds propres et des garanties, ainsi que d'une innovation constante dans la conception des mécanismes de financement de l'action climatique.

42. En ce qui concerne l'objectif f), les projets approuvés par le FVC en 2025 mettent fortement l'accent sur l'intégration des groupes vulnérables lors de la conception des activités et sur la garantie que ces groupes bénéficient de la mise en œuvre des projets. Des initiatives telles que la Grande Muraille Verte privilégient les approches participatives pour la restauration des terres communales et des petites exploitations agricoles, et veillent à la participation des femmes au choix des sites et à l'exécution des activités des projets. Les projets du FVC au Cambodge et en Dominique encouragent une agriculture résiliente face aux changements climatiques grâce à des systèmes d'alerte précoce, des infrastructures rurales et des pôles de connaissances, tout en fixant des objectifs clairs en matière d'égalité des sexes et d'équité sociale.

43. En ce qui concerne l'objectif g), des rapports d'exécution annuels doivent être présentés pour tous les projets soutenus par le FVC, afin de garantir un suivi transparent des progrès réalisés dans la mise en œuvre des projets, ainsi que des résultats des projets et de leurs effets, et de permettre un apprentissage continu et la responsabilisation en ce qui concerne la mise en œuvre des mesures de lutte contre les changements climatiques dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire au titre de la Convention. En outre,

le FVC gère une bibliothèque de données ouvertes<sup>43</sup>, qui présente une vue d'ensemble actualisée des projets, des programmes, des financements et de l'impact par région, par taille de projets et par entité d'exécution. Le FVC présente un rapport annuel à la Conférence des Parties, dans lequel il fait le point sur les progrès accomplis d'exécution des mandats que celle-ci et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA) lui ont confiés.

## I. Comité de Katowice sur les impacts

44. En ce qui concerne l'objectif e), le Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre (CKI) a publié une note d'information sur l'évaluation de l'impact des politiques climatiques, qui porte sur les effets potentiels de ces politiques sur les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de l'utilisation des terres, ainsi que les méthodes permettant de les évaluer, y compris les approches participatives visant à prendre en compte les impacts différents selon le sexe (UNFCCC-KCI, 2026).

45. Deux études de cas menées actuellement par le CKI au Brésil et au Nigéria portent sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, ce qui relève également de l'objectif e). Ces études évaluent les effets du programme de crédit agricole brésilien relatif à l'agriculture durable, à la diversification et aux transitions justes dans le secteur agricole, ainsi que l'utilisation de modèles d'économie climatique au Nigéria pour recenser les activités économiques résilientes et créatrices d'emplois, ainsi que des opportunités d'investissement, notamment dans le domaine agricole.

46. Dans le cadre des soixante-deuxièmes sessions respectives des organes directeurs, le CKI a organisé un atelier consacré à l'analyse des impacts des mesures de riposte mises en œuvre<sup>44</sup>, qui a également porté sur les méthodes permettant d'évaluer les impacts des politiques climatiques sur les personnes en situation de vulnérabilité, telles que les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les personnes handicapées, y compris les politiques des secteurs agricole et forestier.

## J. Groupe d'experts des pays les moins avancés

47. En ce qui concerne les objectifs a), d) et g), le Groupe d'experts des pays les moins avancés a continué d'aider les Parties à élaborer des stratégies d'adaptation, notamment par l'intermédiaire du cadre intégré NAP-SDG iFrame<sup>45</sup>, qui fournit des points d'entrée pour aborder les questions liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire dans le cadre d'une approche intégrée alignée sur les priorités nationales, les objectifs de développement durable et les cibles thématiques de l'objectif mondial en matière d'adaptation définies au titre du Cadre des Émirats arabes unis pour la résilience climatique mondiale<sup>46</sup>.

48. Lors de l'Expo PNA 2025, un représentant du Groupe d'experts des PMA a prononcé un discours liminaire sur les stratégies d'adaptation et le financement d'un avenir résilient en matière d'alimentation<sup>47</sup>, en lien avec les objectifs b) et c). Dans le cadre de cette édition de l'Expo PNA, une session technique animée par Clim Eat a également été organisée sur les solutions menant à des systèmes alimentaires résilients face aux changements climatiques et garantissant la sécurité nutritionnelle, pendant laquelle les participants ont examiné comment les plans nationaux d'adaptation peuvent favoriser une action climatique tenant compte de la nutrition en intégrant les systèmes alimentaires dans la planification de l'adaptation<sup>48</sup>.

<sup>43</sup> Voir <https://data.greenclimate.fund/public>.

<sup>44</sup> Voir <https://unfccc.int/event/RM/impact-assessment-intergen-equity-gender-youth-localcommunity-ip>.

<sup>45</sup> Voir <https://ndcpartnership.org/knowledge-portal/climate-toolbox/integrative-framework-naps-and-sdgs>.

<sup>46</sup> Décision 2/CMA.5.

<sup>47</sup> Voir <https://expo.napcentral.org/2025/event/2-1-2/>.

<sup>48</sup> Voir <https://expo.napcentral.org/2025/event/4-2-2/>.

49. En ce qui concerne les objectifs e), f et g), le Groupe d'experts des PMA élabore des rapports annuels sur les progrès réalisés en matière de formulation et de mise en œuvre des PNA<sup>49</sup>. Pour les 67 pays en développement qui avaient soumis leur plan national d'adaptation au 30 septembre 2025, l'agriculture et les systèmes alimentaires constituaient les domaines prioritaires les plus fréquemment cités dans ces documents (LEG, 2025). Ces rapports comportent également une section consacrée à l'expérience acquise dans la mise en œuvre des cibles thématiques de l'objectif mondial en matière d'adaptation par le biais des plans nationaux d'adaptation, notamment pour contribuer à la réalisation d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable pour tous.

## K. Comité de Paris sur le renforcement des capacités

50. En ce qui concerne les objectifs a), c) et g), un webinaire intitulé « Unlock Enablers' Power to Triple Climate Action for an Agile Sustainable Future: Renewables-Driven Resilient Agri-food Systems through Net Zero » » (Libérer le potentiel des catalyseurs pour tripler l'action climatique en faveur d'un avenir durable et agile : des systèmes agroalimentaires résilients, alimentés par les énergies renouvelables, vers la neutralité carbone) a été organisé par les partenaires du Comité de Paris sur le renforcement des capacités dans le cadre des travaux du réseau du Comité<sup>50</sup>.

## L. Réseau de Santiago

51. Le Réseau de Santiago pour la prévention, la réduction et la prise en compte des pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques a reçu de nombreuses demandes d'assistance, dont plusieurs concernaient tout particulièrement l'agriculture et la sécurité alimentaire. Ces demandes portaient sur la gestion des données relatives aux pertes et aux préjudices, l'élaboration de cadres pour les systèmes d'alerte précoce et l'élaboration de propositions de projets visant à remédier aux pertes et aux préjudices dans le secteur agricole et les secteurs connexes.

52. En 2025, le Conseil consultatif du Réseau de Santiago a décidé que le secrétariat du réseau bénéficierait d'une présence régionale, assurée par l'intermédiaire des bureaux de l'Organisation des Nations Unies ; a défini une approche concernant le réseau de Santiago visant à fixer le pourcentage minimum de l'assistance technique mise à disposition des populations particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques ; et a approuvé la stratégie du Réseau de Santiago pour 2026-2028<sup>51</sup>. Dans les pays en développement particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques, notamment dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, cette approche renforcera l'efficacité et l'efficacité de l'assistance technique apportée dans le cadre des activités du Réseau.

## M. Comité permanent du financement

53. Le Comité permanent du financement a mené des activités en lien avec l'Initiative commune de Charm el-Cheikh, en mettant l'accent sur le renforcement de l'action climatique et l'apport d'un soutien dans les domaines de l'agriculture et des systèmes alimentaires, les groupes vulnérables aux effets des changements climatiques faisant l'objet d'une attention particulière.

<sup>49</sup> Voir, par exemple, les documents [FCCC/SBI/2024/23](#) et [FCCC/SBI/2025/7](#).

<sup>50</sup> Voir <https://unfccc.int/event/unlock-enablers-power-to-triple-climate-action-for-an-agile-sustainable-future-renewables-driven>. Pour un résumé des principales lacunes, des besoins, des solutions et des bonnes pratiques recensés lors du webinaire, voir à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/documents/648813>.

<sup>51</sup> Voir le document SNAB/2025/05/16 du Conseil consultatif du Réseau de Santiago.

Voir le document SNAB/2025/05/05/Rev.1 du Conseil consultatif du Réseau de Santiago.

54. Par exemple, le Forum 2025 du Comité permanent du financement<sup>52</sup>, qui s'est tenu en septembre 2025 sur le thème de l'accélération de l'action climatique et du renforcement de la résilience grâce au financement de systèmes alimentaires et d'une agriculture durables, a promu une approche intégrée et inclusive pour aborder les questions liées à l'agriculture et à la sécurité alimentaire dans le contexte des changements climatiques, qui tient compte des spécificités régionales, nationales et locales et reconnaît le caractère prioritaire de l'adaptation pour les groupes vulnérables, notamment les petits agriculteurs, les peuples autochtones et les femmes.

55. Le Forum a réuni les Parties, les institutions financières, les entités fonctionnelles du Mécanisme financier et d'autres parties prenantes afin d'échanger des connaissances, des données d'expérience, des bonnes pratiques et des enseignements à retenir concernant le financement des systèmes alimentaires et de l'agriculture durables, ainsi que l'intensification de la mobilisation et de la mise à disposition des financements pour le climat à l'appui de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

56. Aux soixante-troisièmes sessions respectives des organes subsidiaires, les cofacilitateurs du Forum du Comité permanent du financement ont présenté les principaux résultats du Forum. À ces sessions, le Comité permanent du financement a lancé les travaux préparatoires de la septième évaluation biennale faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat, qui sera effectuée en 2026. Les grandes lignes du rapport<sup>53</sup> comprennent des dispositions relatives à l'agriculture, à la foresterie et à l'utilisation des terres.

## N. Comité exécutif de la technologie

57. L'agriculture a continué de compter parmi les domaines thématiques clefs du Comité exécutif de la technologie. En ce qui concerne les objectifs d) et g), et s'appuyant sur sa collaboration avec la FAO qui s'est soldée par la publication, en 2024, d'un rapport sur les technologies climatiques au service de la transformation des systèmes agroalimentaires (TEC and FAO, 2024), le Comité exécutif de la technologie a prévu de mettre au point une boîte à outils destinée à favoriser la généralisation des solutions technologiques climatiques dans le secteur agroalimentaire. Cette boîte à outils vise à stimuler les investissements en montrant comment les technologies climatiques peuvent être mises en œuvre au sein des systèmes agroalimentaires et des chaînes de valeur, et en établissant un lien entre les solutions technologiques, les possibilités d'investissement et les mécanismes de financement. L'objectif est de traduire les ambitions mondiales en matière de technologie et de financement dans le secteur agroalimentaire en solutions concrètes et adaptées au contexte.

## III. Travaux menés dans le cadre d'initiatives lancées par les présidences de la Conférence des Parties et par des champions de haut niveau

58. On trouvera dans la présente section une synthèse des informations communiquées par les représentants des initiatives des présidences de la COP et les champions de haut niveau, par l'intermédiaire du portail en ligne de Charm el-Cheikh, sur les activités liées à l'Initiative commune de Charm el-Cheikh menées en 2025 en réponse à l'invitation mentionnée au paragraphe 4 ci-dessus<sup>54</sup>.

<sup>52</sup> Voir <https://unfccc.int/event/2025-forum-of-the-standing-committee-on-finance>.

Le rapport sur le Forum, qui rend compte des principaux débats et messages, figure dans le document [FCCC/CP/2025/9/Add.4-FCCC/PA/CMA/2025/13/Add.4](https://unfccc.int/publications/2025/9/4-fccc-pa-cma-2025-13-add-4).

<sup>53</sup> Figurant à l'annexe I du document [FCCC/CP/2025/9-FCCC/PA/CMA/2025/13](https://unfccc.int/publications/2025/9/9-fccc-pa-cma-2025-13).

<sup>54</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/topics/land-use/workstreams/agriculture/sharm-el-sheikh-online-portal>.

## A. Partenariat Alimentation et agriculture au service d'une transformation durable

59. Le partenariat FAST a pour objectif de faciliter la transformation des systèmes agricoles et alimentaires d'ici à 2030 afin de les rendre plus résilients, plus respectueux du climat et plus sûrs. Il est régi par une structure mondiale multipartite et comprend un conseil d'administration et une équipe spéciale hébergés par la FAO. Au 31 décembre 2025, il comptait parmi ses membres 23 gouvernements, 16 organisations intergouvernementales et organisations de la société civile, 3 banques multilatérales de développement et 2 organisations d'agriculteurs.

60. En ce qui concerne l'objectif a), le partenariat FAST a organisé plusieurs manifestations – auxquelles il a participé – visant à promouvoir des solutions interconnectées pour les systèmes agroalimentaires, notamment une manifestation de haut niveau lors de la trentième session de la COP<sup>55</sup> et une session consacrée à l'intensification des actions climatiques systémiques et intégrées visant à améliorer la nutrition lors de la Semaine de la nutrition, organisée à Rome<sup>56</sup>. Le partenariat FAST sert également de mécanisme de mise en œuvre de l'initiative RAIZ (Investissements dans une agriculture résiliente pour la neutralité en matière de dégradation des terres) et de l'Initiative climatique « Baku Harmoniya » pour les agriculteurs, contribuant ainsi, conformément à l'objectif b), à garantir la cohérence des efforts déployés dans le cadre de ces initiatives, du processus de la Convention, des activités menées par les acteurs du financement du développement et de la mise en œuvre des priorités nationales.

61. En ce qui concerne l'objectif c), le partenariat FAST a organisé trois réunions de son conseil d'administration et une assemblée générale annuelle<sup>57</sup>, auxquelles les organisations d'agriculteurs ont largement participé. En mai 2025, il a organisé un atelier consacré à la collaboration transsectorielle visant à améliorer l'accès au financement de l'action climatique<sup>58</sup> et a lancé un outil interactif en ligne permettant de répertorier les initiatives liées à l'agriculture<sup>59</sup>. En juin, il a publié un rapport sur les conclusions des discussions en ligne menées entre ses membres concernant les lacunes et les défis liés à l'accélération du financement de l'action climatique (FAST Partnership, 2025).

62. En ce qui concerne l'objectif d), les pays membres, les organisations d'agriculteurs et les partenaires techniques d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont collaboré, dans le cadre de la série de consultations conjointes sur le financement de l'action climatique du partenariat FAST, afin d'élaborer conjointement un portefeuille multinational prêt à être présenté aux bailleurs de fonds pour la transformation des systèmes agroalimentaires.

63. Le partenariat FAST a contribué à la réalisation de l'objectif e) en publiant une analyse menée par la FAO sur le financement du développement lié au climat pour les systèmes agroalimentaires, visant à faciliter le dialogue stratégique de haut niveau et les décisions d'investissement stratégiques (Galbiati *et al.*, 2025).

## B. Initiative climatique « Bakou Harmoniya » pour les agriculteurs

64. L'Initiative climatique « Baku Harmoniya » pour les agriculteurs a été lancée par la présidence de la vingt-neuvième session de la COP afin d'aider les agriculteurs, les villages et les communautés rurales du monde entier à s'y retrouver parmi les nombreuses initiatives, réseaux et programmes visant à soutenir la transformation des systèmes agroalimentaires

<sup>55</sup> Voir <https://enb.iisd.org/ministerial-fastccac-scaling-practical-solutions-resilient-agri-food-systems-COP30>.

<sup>56</sup> Voir <https://www.fao.org/food-agriculture-sustainable-transformation-partnership/news-and-events/events/detail/rome-nutrition-week---side-event/en>.

<sup>57</sup> Voir <https://openknowledge.fao.org/items/4953f6af-a975-4be0-8205-c3db8fab1220>.

<sup>58</sup> Pour le rapport de l'atelier, voir FAO, 2025.

<sup>59</sup> Voir <https://www.fao.org/food-agriculture-sustainable-transformation-partnership/resources/initiatives-mapping/en>.

résilients face aux changements climatiques. Cette initiative est hébergée par la FAO et s'inscrit dans le cadre du partenariat FAST.

65. En 2025, plusieurs réunions et manifestations ont été organisées pour soutenir la mise en œuvre de l'Initiative, notamment le quatrième Forum sur le développement de l'agroalimentaire sur le thème « The Road to Harmonyia » (La route vers Harmonyia), qui visait à promouvoir le développement de mécanismes de financement innovants pour un secteur agroalimentaire durable, à encourager l'octroi et l'utilisation de subventions vertes et à renforcer les partenariats public-privé concernés. Des représentants de l'Initiative ont également pris part aux réunions des membres du partenariat FAST afin de renforcer la coordination et la cohérence des efforts visant à améliorer l'accès au financement de l'action climatique pour les systèmes agroalimentaires.

66. Dans le cadre de cette Initiative, plusieurs projets ont été lancés en Azerbaïdjan, notamment un projet d'une durée de deux ans visant à mettre au point et à déployer à grande échelle des applications d'intelligence artificielle dans le secteur agricole, ainsi qu'un programme destiné à élaborer un système complet de mesure de la durabilité des exploitations agricoles.

### **C. Investissements dans une agriculture résiliente pour la neutralité en matière de dégradation des terres (RAIZ)**

67. L'initiative RAIZ (Investissements dans une agriculture résiliente pour la neutralité en matière de dégradation des terres) est une initiative mondiale multipartite lancée dans le cadre du programme d'action défini lors de la trentième session de la COP afin d'accélérer les investissements à grande échelle dans la restauration des terres agricoles dégradées<sup>60</sup>. L'initiative RAIZ collabore avec les gouvernements, les investisseurs et les grandes initiatives afin, d'une part, d'atteindre l'objectif fixé par la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, à savoir la restauration de 250 millions d'hectares de terres agricoles d'ici à 2030, et, d'autre part, de jeter les bases d'une production alimentaire durable.

68. Dans le cadre de l'initiative RAIZ, le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, avec le soutien technique de la FAO et d'autres partenaires, a mis au point un outil de cartographie<sup>61</sup>, afin d'aider les acteurs de l'ensemble des chaînes de valeur agroalimentaires à déterminer rapidement et avec précision les zones présentant le plus grand potentiel de restauration productive. À la suite de la trentième session de la COP, la mise au point de cet outil s'est poursuivie en tenant compte des commentaires recueillis lors de la session, l'accent étant mis sur la mise au point de fonctionnalités permettant de hiérarchiser les priorités en matière de restauration à l'aide d'indicateurs socioéconomiques et biophysiques, dans le but d'optimiser les résultats et le retour sur investissement des initiatives de restauration.

## **IV. Travaux effectués par des organisations internationales**

69. On trouvera dans la présente section une synthèse des informations communiquées par des organisations internationales, par l'intermédiaire du portail en ligne de Charm el-Cheikh, sur les activités liées à l'Initiative commune de Charm el-Cheikh menées en 2025 en réponse à l'invitation visée au paragraphe 3 ci-dessus. En 2025, cinq contributions ont été reçues de la part de trois organisations internationales.

### **A. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture**

70. La FAO a apporté, à 53 pays, un appui technique et des conseils en matière de développement des capacités pour la formulation des composantes des plans nationaux d'adaptation et des contributions déterminées au niveau national relatives aux systèmes

<sup>60</sup> Voir <https://www.fao.org/climate-change/fao-at-cop30/raiz/about-raiz/en>.

<sup>61</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://viewer.geogli.com/>.

agroalimentaires et leur mise en œuvre, notamment dans le cadre de deux initiatives conjointes FAO-PNUD : le Programme d'appui à l'intensification de l'ambition climatique pour l'utilisation des terres et l'agriculture à travers les contributions déterminées au niveau national et les plans nationaux d'adaptation<sup>62</sup>, ainsi que le programme « Sécurité alimentaire et agriculture : accélérer l'adaptation »<sup>63</sup>. La boîte à outils sur les systèmes agroalimentaires respectueux de la nature<sup>64</sup> et la plateforme de connaissances sur les changements climatiques<sup>65</sup> ont été mises à jour afin d'inclure des conseils pratiques visant à renforcer, harmoniser et mettre en œuvre les contributions déterminées au niveau national, les plans nationaux d'adaptation, ainsi que les stratégies et plans d'action nationaux en matière de biodiversité, grâce à la mise en œuvre de mesures tenant compte du climat et respectueuses de la nature concernant les systèmes agroalimentaires.

71. La FAO facilite l'accès au financement de l'action climatique par le biais de canaux de financement tels que le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial. En 2025, les projets axés sur le climat figurant dans le portefeuille de la FAO relatif au Fonds vert pour le climat représentaient plus de 400 millions de dollars É.-U., dont 150 millions destinés à l'initiative « Renforcer la résilience de la Grande Muraille verte » en Afrique. Au 31 décembre 2025, le portefeuille total de la FAO au titre du Fonds pour l'environnement mondial représentait plus de 2 milliards de dollars É.-U. de subventions et 14 milliards de dollars É.-U. de cofinancement.

72. En 2025, la FAO a soutenu des dialogues entre négociateurs régionaux en Afrique, en Asie, dans le Pacifique et en Amérique latine, dans le cadre du projet « Enhancing Agrifood Negotiations » (Renforcer les négociations dans le domaine de l'agroalimentaire), financé par le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement ; et a contribué aux discussions techniques menées dans le cadre du programme de travail Émirats arabes unis-Belém sur les indicateurs de progrès relatifs aux cibles visées aux paragraphes 9 et 10 de la décision 2/CMA.5 y compris l'objectif relatif à l'alimentation et à l'agriculture énoncé au paragraphe 9 b) de cette décision.

## B. Crop Trust

73. Le mécanisme de financement « Power of Diversity », géré par Crop Trust, est une initiative multi-donateurs qui vise à préserver, encourager et promouvoir la consommation de cultures à fort potentiel mais relativement négligées – susceptibles de renforcer la résilience climatique des systèmes agricoles et de favoriser la diversification alimentaire – en Afrique, en Asie, dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

## C. Organisation de coopération et de développement économiques

74. L'OCDE a publié trois supports de connaissances consacrés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire :

a) Analyse des politiques mondiales en matière de pertes et de gaspillage de denrées alimentaires, fondée sur une enquête menée auprès de 42 ministères nationaux et de la Commission européenne (OECD, 2025a) ;

b) Publication sur la mesure de l'empreinte carbone des produits agroalimentaires, comprenant une analyse des mesures nécessaires pour mettre en place un système fiable et favoriser son adoption à grande échelle (OECD, 2025b) ;

c) Inventaire actualisé des mesures d'atténuation dans le secteur de l'agriculture, de la foresterie et des autres utilisations des terres, environ deux tiers des mesures figurant dans l'ensemble de données ciblant spécifiquement le secteur agricole (OECD, 2025 c).

<sup>62</sup> Voir <https://www.fao.org/in-action/scala/en>.

<sup>63</sup> Voir <https://www.fao.org/in-action/saga/>.

<sup>64</sup> <https://agrifood-systems-toolkit.panda.org/>.

<sup>65</sup> <https://openknowledge.fao.org/info/climate-change>.

## V. Fonds alloués et besoins en financement, et difficultés et obstacles entravant l'accès à l'aide au financement, à la mise au point et au transfert de technologies, et au renforcement des capacités, y compris les mesures visant à surmonter ces obstacles

75. On trouvera dans la présente section une synthèse des informations contenues dans les communications visées aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus s'agissant, entre autres, des fonds alloués et des besoins en financement, des difficultés et des obstacles entravant l'accès à l'aide au financement, à la mise au point et au transfert de technologies, et au renforcement des capacités liées à l'action climatique dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, compte tenu de la vulnérabilité des agriculteurs et des autres groupes vulnérables, en particulier les petits exploitants agricoles, les peuples autochtones, les communautés locales, les femmes, les jeunes et les enfants, face aux changements climatiques et, d'autre part, des mesures prises pour lever ces obstacles.

76. Parmi les informations examinées figurent également les contributions émanant d'organisations internationales et de représentants des présidences de la COP concernant 48 initiatives, projets et politiques, qui ont été soumises via le portail en ligne de Charm el-Cheikh à l'aide du modèle prévu à cet effet<sup>66</sup>. Parmi celles-ci, 48 % avaient pour objectif de partager des informations, 38 % de proposer une collaboration, 25 % de rechercher une collaboration, 17 % de rechercher un financement et 2 % de proposer un financement<sup>67</sup>. Les entités à la recherche de financements ont fait état de besoins de financement compris entre 3 et 10 milliards de dollars É.-U.<sup>68</sup>. Parmi les demandes de collaboration, 83 % concernaient le renforcement des capacités, 58 % l'échange de connaissances et 17 % le transfert de technologies. Une liste détaillée de ces communications figure à l'annexe III.

77. Parmi toutes les contributions reçues en réponse aux appels visés aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus, plusieurs traitent des flux financiers et des besoins financiers liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. Par exemple, le partenariat FAST, citant Galbiati *et al.* (2025), souligne que les financements en faveur du développement liés au climat destinés aux systèmes agroalimentaires n'ont augmenté que de 1 % entre 2022 et 2023 (passant de 27,3 milliards de dollars É.-U. à 27,6 milliards de dollars É.-U.), ce qui a entraîné une baisse de la part du secteur agroalimentaire dans le financement total lié au climat. Dans leur rapport, le Comité exécutif de la technologie et la FAO soulignent que les niveaux de financement restent insuffisants pour permettre un déploiement à grande échelle des technologies climatiques dans les systèmes agroalimentaires, en particulier dans les pays en développement, ce qui se traduit par un écart persistant entre le potentiel technologique et sa mise en œuvre (TEC and FAO, 2024). Les discussions menées lors du Forum 2025 du Comité permanent du financement ont également mis en évidence les difficultés persistantes rencontrées pour mobiliser et obtenir des financements de l'action climatique destinés aux systèmes alimentaires et à l'agriculture durables, en particulier pour les petits agriculteurs, les peuples autochtones, les communautés locales et les agricultrices<sup>69</sup>.

78. Parmi les obstacles à l'accès au financement pour les systèmes agroalimentaires figurent notamment, la répartition inéquitable des fonds destinés à l'action climatique, en raison de laquelle les groupes les plus vulnérables aux changements climatiques (notamment les femmes, les peuples autochtones et les petits agriculteurs) et les pays concernés ne sont pas les principaux bénéficiaires, ainsi que la disponibilité limitée d'instruments financiers adaptés et le manque de connaissances techniques nécessaires pour y accéder (Galbiati *et al.*, 2025). Parmi les défis structurels relevés figurent la complexité des

<sup>66</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/documents/647124>.

<sup>67</sup> Les entités qui communiquaient des informations pouvaient indiquer plusieurs objectifs et domaines de collaboration dans chaque proposition.

<sup>68</sup> Les entités qui communiquaient des informations pouvaient indiquer une fourchette pour le montant du financement demandé.

<sup>69</sup> Voir le document FCCC/CP/2025/9/Add.4-FCCC/PA/CMA/2025/13/Add.4.

mécanismes de financement, les lacunes en matière de capacités et de données, les obstacles propres aux jeunes, ainsi que la participation limitée des groupes les plus exposés aux changements climatiques à la conception des systèmes de financement de l'action climatique (FAST Partnership, 2025). Dans leur rapport, le Comité exécutif de la technologie et la FAO soulignent que les coûts initiaux élevés et la longueur des délais de récupération rendent de nombreuses technologies climatiques moins attrayantes pour les investisseurs privés, tandis que les petits exploitants, les petites et moyennes entreprises et les innovateurs locaux se heurtent à des obstacles tels qu'un accès limité au crédit, l'absence de garanties, un faible niveau de culture financière et des produits financiers mal adaptés (TEC and FAO, 2024). Les participants au Forum 2025 du Comité permanent du financement ont mis en évidence des obstacles liés aux défis rencontrés pour satisfaire aux exigences en matière d'accréditation et de gestion fiduciaire, à la fragmentation des sources de financement, ainsi qu'aux difficultés à adapter les instruments financiers disponibles aux besoins locaux et aux objectifs de transformation à long terme<sup>70</sup>.

79. Pour surmonter ces obstacles, le partenariat FAST insiste sur la nécessité de mettre en place des solutions de financement inclusives et pluriannuelles, en phase avec les priorités nationales et les connaissances locales, ainsi que des solutions élaborées conjointement avec les groupes vulnérables afin de donner à ceux-ci les moyens d'agir en tant que décideurs actifs (FAST Partnership, 2025). Dans leur rapport, le Comité exécutif de la technologie et la FAO soulignent que les finances publiques jouent un rôle catalyseur en réduisant les risques liés aux investissements, en soutenant les technologies en phase de démarrage et celles adaptées au contexte local, et en attirant les capitaux privés, tandis que les banques multilatérales de développement et les mécanismes de financement climatique sont essentiels pour tester et déployer à grande échelle les technologies climatiques et renforcer les systèmes nationaux d'innovation (TEC and FAO, 2024). On constate que l'accès au financement est étroitement lié à l'alignement sur les priorités nationales en matière de climat, notamment les contributions déterminées au niveau national, les plans nationaux d'adaptation et les évaluations des besoins technologiques. Dans leur rapport, le PNUD et l'Accélérateur d'innovation climatique du Fonds pour l'adaptation du CRTC (2025) soulignent que, pour être efficaces, la reproduction et la transposition à plus grande échelle des technologies doivent faire l'objet d'une appropriation de la part des pouvoirs publics, d'une coordination entre les entités et les secteurs, ainsi que d'un financement diversifié, notamment par le biais de mécanismes de financement en plusieurs étapes, de modèles de financement mixte et d'une participation précoce des acteurs du secteur privé afin de susciter l'intérêt, de favoriser l'appropriation et de préparer les conditions propices à l'investissement.

80. Les discussions menées lors du Forum 2025 du Comité permanent du financement ont mis en évidence la nécessité d'intensifier le soutien sous forme de subventions, les financements concessionnels et les financements mixtes ; de renforcer le soutien au renforcement des capacités, l'assistance technique et la mise en place d'environnements propices ; et d'améliorer l'accès au financement, le développement et le transfert de technologies, et d'intensifier le soutien au renforcement des capacités en faveur de l'action climatique dans les secteurs de l'agriculture et des systèmes alimentaires<sup>71</sup>.

81. Les informations relatives aux mesures prises pour lever les obstacles entravant l'accès à l'aide en matière de financement, de développement et de transfert de technologies, ainsi que de renforcement des capacités, figurent aux sections II et III du présent rapport. Par exemple, en ce qui concerne certains des obstacles les plus fréquemment cités dans les communications, les mesures prises pour améliorer l'accès au financement figurent aux paragraphes 12, 22 b), 39 et 40, 55, 61 et 71 ci-dessus ; les mesures visant à promouvoir des modèles financiers innovants figurent aux paragraphes 12, 33, 34 et 65 ci-dessus ; les mesures de soutien technologique sont décrites aux paragraphes 16, 19 et 20, 37 et 57 ci-dessus ; et les informations relatives aux allocations financières et aux portefeuilles de projets figurent aux paragraphes 13 à 16, 31, 34, 40 et 71 ci-dessus.

<sup>70</sup> Voir le document [FCCC/CP/2025/9/Add.4-FCCC/PA/CMA/2025/13/Add.4](#).

<sup>71</sup> Voir le document [FCCC/CP/2025/9/Add.4-FCCC/PA/CMA/2025/13/Add.4](#).

## Annexe I

### Mandats et contributions des organes constitués et d'autres entités relevant de la Convention en rapport avec l'Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire\*

[Anglais seulement]

#### I. Adaptation Committee

1. The AC was established in 2010 as part of the Cancun Adaptation Framework and is mandated to promote the implementation of enhanced action on adaptation in a coherent manner under the Convention.<sup>1</sup>

Table 1  
Contributions from the Adaptation Committee

Type of contribution	Reference
Reports	2025 Report of the Adaptation Committee. Available at <a href="https://unfccc.int/documents/650157">https://unfccc.int/documents/650157</a> .
Policy brief	<i>NAP task force. 2024. Progress, good practices and lessons learned, challenges and opportunities in the application of traditional knowledge, knowledge of Indigenous Peoples and local knowledge systems in adaptation.</i> Available at <a href="https://unfccc.int/documents/642260">https://unfccc.int/documents/642260</a> .
Online portal	<i>The Adaptation Committee's Interactive Portal on the State of Adaptation Action by Parties.</i> Available at <a href="https://unfccc.int/adaptation_country_portal">https://unfccc.int/adaptation_country_portal</a> .
Presentation delivered at the 2025 in-session workshop under the SJWA	<i>Systemic and holistic approaches to implementation of climate action on agriculture, food systems1 and food security, understanding, cooperation and integration into plans.</i> Available at <a href="https://unfccc.int/event/workshop-on-systemic-and-holistic-approaches-to-implementation-of-climate-action-on-agriculture-food">https://unfccc.int/event/workshop-on-systemic-and-holistic-approaches-to-implementation-of-climate-action-on-agriculture-food</a> .

#### II. Adaptation Fund and Adaptation Fund Board

2. The AF was established in 2001 to finance concrete adaptation projects and programmes in developing country Parties to the Kyoto Protocol that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change.<sup>2</sup> Since 1 January 2019 the AF has served the Paris Agreement.<sup>3</sup>

Table 2  
Contributions from the Adaptation Fund and the Adaptation Fund Board

Type of contribution	Reference
Project document	<i>Enhancing the Resilience of Vulnerable Small Island Communities to Climate Change Hazards (ENRICH).</i> [Project approved in 2025]. Available at <a href="https://www.adaptation-fund.org/project/increasing-climate-resilience-and-adaptive-capacity-among-farming-and-fishing-communities-in-grenada/">https://www.adaptation-fund.org/project/increasing-climate-resilience-and-adaptive-capacity-among-farming-and-fishing-communities-in-grenada/</a> .

\* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.

<sup>1</sup> See <https://unfccc.int/Adaptation-Committee>.

<sup>2</sup> See <https://unfccc.int/Adaptation-Fund>.

<sup>3</sup> Pursuant to decisions 13/CMA.1, para. 1, and 1/CMP.14, paras. 1–2.

Type of contribution	Reference
	<i>Increasing Climate Change Resilience in the Agricultural sector of Bosnia and Herzegovina – Staza</i> . [Project approved in 2025]. Available at <a href="https://www.adaptation-fund.org/project/increasing-climate-change-resilience-in-the-agricultural-sector-of-bosnia-and-herzegovina-staza/">https://www.adaptation-fund.org/project/increasing-climate-change-resilience-in-the-agricultural-sector-of-bosnia-and-herzegovina-staza/</a> .
	<i>Resilient Food Systems through Climate Services for Agriculture in Uzbekistan</i> . [Project approved in 2025]. Available at <a href="https://www.adaptation-fund.org/project/resilient-food-systems-through-climate-services-for-agriculture-in-uzbekistan">https://www.adaptation-fund.org/project/resilient-food-systems-through-climate-services-for-agriculture-in-uzbekistan</a> .
	<i>Sustainable Pasture Management and Adaptation with Resilient Technologies for Herders in Mongolia (SMART-Herders)</i> . [Project approved in 2025]. Available at <a href="https://www.adaptation-fund.org/project/sustainable-pasture-management-and-adaptation-with-resilient-technologies-for-herders-in-mongolia-smart-herders/">https://www.adaptation-fund.org/project/sustainable-pasture-management-and-adaptation-with-resilient-technologies-for-herders-in-mongolia-smart-herders/</a> .
	<i>Rise Up Climate: Empowering Communities Through Learning and Innovation in Costa Rica</i> . [Project approved in 2025]. Available at <a href="https://www.adaptation-fund.org/project/278894/">https://www.adaptation-fund.org/project/278894/</a>
	<i>Strengthening the Adaptive Capacity of Coastal Communities of Cuba and Panama to Climate Change through the Binational Exchange of Best Practices for Climate Management and Local Food Security</i> . [Project approved in 2025]. Available at <a href="https://www.adaptation-fund.org/project/strengthening-the-adaptive-capacity-of-coastal-communities-of-cuba-and-panama-to-climate-change-through-the-binational-exchange-of-best-practices-for-climate-management-and-local-food-security/">https://www.adaptation-fund.org/project/strengthening-the-adaptive-capacity-of-coastal-communities-of-cuba-and-panama-to-climate-change-through-the-binational-exchange-of-best-practices-for-climate-management-and-local-food-security/</a>
	<i>Improving adaptive capacity of vulnerable and food-insecure populations in Lesotho Phase II (IACoV-2)</i> . [Project approved in 2025]. Available at <a href="https://www.adaptation-fund.org/project/improving-adaptive-capacity-of-vulnerable-and-food-insecure-populations-in-lesotho-phase-ii-iacov-2/">https://www.adaptation-fund.org/project/improving-adaptive-capacity-of-vulnerable-and-food-insecure-populations-in-lesotho-phase-ii-iacov-2/</a>
Fund performance report	<i>Annual Performance Report 2025</i> . Available at <a href="https://www.adaptation-fund.org/document/annual-performance-report-2025">https://www.adaptation-fund.org/document/annual-performance-report-2025</a> .
Presentation delivered at the 2025 in-session workshop under the SJWA	<i>Adaptation Fund portfolio in the agriculture sector</i> . Available at <a href="https://unfccc.int/event/workshop-on-systemic-and-holistic-approaches-to-implementation-of-climate-action-on-agriculture-food">https://unfccc.int/event/workshop-on-systemic-and-holistic-approaches-to-implementation-of-climate-action-on-agriculture-food</a> .

### III. Climate Technology Centre and Network and its Advisory Board

3. The CTCN, established in 2010 at COP 16, serves as the implementation arm of the UNFCCC Technology Mechanism. At the request of developing countries, it promotes the accelerated transfer of environmentally sound technologies for low-carbon and climate-resilient development. It provides technology solutions, capacity-building and advice on policy, legal and regulatory frameworks.<sup>4</sup>

Table 3  
Contributions from the Climate Technology Centre and Network and its Advisory Board

Type of contribution	Reference
Report	<i>Annual Operating Plan Report 2024</i> . Available at <a href="https://www.ctc-n.org/news-events/progress-reports">https://www.ctc-n.org/news-events/progress-reports</a> .
	<i>Adaptation Fund Climate Innovation Accelerator (AFCIA) Impact Report 2020–2025</i> . Available at <a href="https://www.ctc-n.org/resources/afcia-i-impact-report">https://www.ctc-n.org/resources/afcia-i-impact-report</a>
	<i>EU-funded Climate Change and Security Programme Impact Report (2025)</i> . Available at <a href="https://www.ctc-n.org/resources/eu-funded-climate-change-and-security-programme-impact-report">https://www.ctc-n.org/resources/eu-funded-climate-change-and-security-programme-impact-report</a> .

<sup>4</sup> See <https://www.ctc-n.org>.

<i>Type of contribution</i>	<i>Reference</i>
Success story	<p><i>Nepal: Faster Than the Flood: Farmers Harness AI to Weather Climate Shocks</i> (2025). Available at <a href="https://www.ctc-n.org/whats-happening/news/nepal-faster-flood-farmers-harness-ai-weather-climate-shocks">https://www.ctc-n.org/whats-happening/news/nepal-faster-flood-farmers-harness-ai-weather-climate-shocks</a></p> <p><i>Malawi saves lives, using digitization and AI to understand flood risk</i> (2025). Available at <a href="https://www.ctc-n.org/whats-happening/news/malawi-saves-lives-using-digitization-and-ai-understand-flood-risks">https://www.ctc-n.org/whats-happening/news/malawi-saves-lives-using-digitization-and-ai-understand-flood-risks</a>.</p> <p><i>Growing food without Fear: Hydroponics Sows Peace Where Soil Fails in Northern Nigeria</i> (2025). Available at <a href="https://www.ctc-n.org/whats-happening/news/growing-food-without-fear-hydroponics-sows-peace-where-soil-fails-northern">https://www.ctc-n.org/whats-happening/news/growing-food-without-fear-hydroponics-sows-peace-where-soil-fails-northern</a>.</p>
Technical assistance documentation	<p><i>Eswatini. A feasibility study for the utilization of solar energy for sugarcane irrigation pumping to reduce GHG emissions from the use of carbon rich imported electricity for emerging commercial small cane growers in the Eswatini</i>. Available at <a href="https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects">https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects</a>.</p> <p><i>Ghana. Promoting and upscaling appropriate solar irrigation technology options for smallholder farmers in Ghana through innovative climate adaptation financing mechanisms, a conducive policy framework for technology regulation and tailored training modules</i>. Available at <a href="https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects">https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects</a>.</p> <p><i>Indonesia. Identification of technical practices for climate-smart agriculture in Indonesia</i>. Available at <a href="https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects">https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects</a></p> <p><i>Maldives. Establishment of a skimming well gallery system for agricultural use in HDh.Nolhivaranfaru of Maldives (AFCIA)</i>. Available at <a href="https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects">https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects</a>.</p> <p><i>Nepal. Customized weather and climate information system for climate-resilient agriculture in Nepal (AFCIA)</i>. Available at <a href="https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects">https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects</a>.</p> <p><i>Pakistan. Improving adaptive capacities of water sector through surface rainwater harvesting technology adoption (AFCIA)</i>. Available at <a href="https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects">https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects</a>.</p> <p><i>South Africa. Tree Monitoring for Climate Adaptation in the City of Mbombela (Pro-bono K)</i>. Available at <a href="https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects">https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects</a>.</p> <p><i>Sudan. Strengthening the community-based flood and drought preparedness and early warning system in Sudan using operational and innovative models in addition to Satellite-based transmission technology for real-time automatic water level telemetry system (AFCIA)</i>. Available at <a href="https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects">https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects</a>.</p> <p><i>Sudan. Soil erosion valuation to support climate resilient agriculture and food security (AFCIA)</i>. Available at <a href="https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects">https://www.ctc-n.org/technical-assistance/projects</a>.</p>

#### IV. Executive Committee of the Warsaw International Mechanism

4. The WIM, established in 2013 at COP 19, promotes the implementation of approaches to addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change in a comprehensive, integrated and coherent manner.<sup>5</sup> Its Executive Committee, also established at COP 19, guides the implementation of the functions of the WIM.<sup>6</sup>

Table 4

##### Contributions from the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism

<i>Type of contribution</i>	<i>Reference</i>
Expert dialogues and technical meetings	<p><i>Third meeting of all thematic expert groups of the WIM Executive Committee</i> (2025). Available at <a href="https://unfccc.int/event/3rd-meeting-of-all-thematic-expert-groups-of-the-wim-executive-committee">https://unfccc.int/event/3rd-meeting-of-all-thematic-expert-groups-of-the-wim-executive-committee</a>.</p>

<sup>5</sup> See <https://unfccc.int/topics/adaptation-and-resilience/workstreams/loss-and-damage/warsaw-international-mechanism>.

<sup>6</sup> See <https://unfccc.int/wim-excom>.

Type of contribution	Reference
	<p>23rd meeting of the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage (2025), available at <a href="https://unfccc.int/event/WIMExCom23">https://unfccc.int/event/WIMExCom23</a>. The meeting featured an expert briefing on climate finance for accelerating the transformation of agrifood. Available at <a href="https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Presentation_ExCom23_Bernoux-FAO.pdf">https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Presentation_ExCom23_Bernoux-FAO.pdf</a>.</p> <p>NAP Expo 2025, Session 1.4.3 - Human mobility in adaptation and loss and damage. Available at <a href="https://expo.napcentral.org/2025/event/1-4-3/">https://expo.napcentral.org/2025/event/1-4-3/</a>.</p>
Webinar	<p>Navigating Rising Seas Webinar – Insights from the WIM Executive Committee’s technical guide on sea level rise (2025). Available at <a href="https://unfccc.int/event/navigating-rising-seas-insights-from-the-wim-executive-committee-s-technical-guide-on-sea-level-rise">https://unfccc.int/event/navigating-rising-seas-insights-from-the-wim-executive-committee-s-technical-guide-on-sea-level-rise</a>.</p>
Side events	<p>Synergies, collaboration, and complementarity across the loss and damage bodies established under the UNFCCC process (2025). Available at <a href="https://unfccc.int/event/loss-and-damage-updates-from-frld-sn-and-wim-excom">https://unfccc.int/event/loss-and-damage-updates-from-frld-sn-and-wim-excom</a>.</p> <p>COP 30 side event - WIM Executive Committee – From knowledge to action (2025). Available at <a href="https://unfccc.int/event/wim-executive-committee-from-knowledge-to-action">https://unfccc.int/event/wim-executive-committee-from-knowledge-to-action</a>.</p> <p>Stakeholder consultation on the Biennial Transparency Report voluntary guidelines on loss and damage by the WIM Executive Committee -WIM ExCom side event at SB 62 (2025). Available at <a href="https://unfccc.int/event/stakeholder-consultation-on-draft-voluntary-guidelines-for-loss-and-damage-information-to-inform-the">https://unfccc.int/event/stakeholder-consultation-on-draft-voluntary-guidelines-for-loss-and-damage-information-to-inform-the</a>.</p>
Workplan	<p>Five-year rolling workplan for 2023-2027. Included in: Report of the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts. Addendum (2022). Available at <a href="https://unfccc.int/documents/620153">https://unfccc.int/documents/620153</a>.</p>
Knowledge product	<p>Technical guide on sea level rise (2025). Available at <a href="https://unfccc.int/technical-guide-on-sea-level-rise">https://unfccc.int/technical-guide-on-sea-level-rise</a>.</p> <p>Compendium on comprehensive risk management approaches – volume 2 (2025). Available at <a href="https://unfccc.int/compendium-on-comprehensive-risk-management-approaches-volume-2">https://unfccc.int/compendium-on-comprehensive-risk-management-approaches-volume-2</a>.</p> <p>Technical guide on accessing financial resources aiming to avert, minimize and address the impacts of displacement associated with the adverse effects of climate change (2026). Available at <a href="https://unfccc.int/node/655383">https://unfccc.int/node/655383</a>.</p>

## V. Facilitative Working Group of the Local Communities and Indigenous Peoples Platform

5. Recognizing the need to strengthen knowledge, technologies, practices and efforts of local communities and Indigenous Peoples related to addressing and responding to climate change, COP 21 established the LCIPP for the exchange of experience and sharing of best practices on mitigation and adaptation in a holistic and integrated manner.<sup>7</sup> COP 23 decided that the LCIPP would perform three functions: promoting knowledge exchange, building capacity for engagement, and incorporating diverse knowledge systems and practices into the design and implementation of climate policies and actions.<sup>8</sup> COP 24 established the FWG to further operationalize the LCIPP and facilitate the implementation of its functions.<sup>9</sup>

Table 5  
**Contributions from the Facilitative Working Group of the Local Communities and Indigenous Peoples Platform**

Type of contribution	Reference
Presentation delivered at the 2025 in-session workshop under the SJWA	<p>Systemic and holistic approaches to implementation of climate action on agriculture, food systems and food security, understanding, cooperation and integration into plans Local Communities and Indigenous Peoples Platform. Available at <a href="https://unfccc.int/event/workshop-on-systemic-and-holistic-approaches-to-implementation-of-climate-action-on-agriculture-food">https://unfccc.int/event/workshop-on-systemic-and-holistic-approaches-to-implementation-of-climate-action-on-agriculture-food</a>.</p>

<sup>7</sup> Decision 1/CP.21, para. 135.

<sup>8</sup> Decision 2/CP.23, paras. 11–12.

<sup>9</sup> Decision 2/CP.24. See <https://lcipp.unfccc.int>.

<i>Type of contribution</i>	<i>Reference</i>
Mandated Events under the Baku Workplan of the LCIPP	<p><i>LCIPP Fifth Annual Gathering of Knowledge Holders (Coordination Meeting): Ambitious and Just Climate Action Rooted in Holistic Stewardship</i> (2025). Available at <a href="https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-fifth-annual-gathering-knowledge-holders-coordination-meeting-ambitious-and-just-climate">https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-fifth-annual-gathering-knowledge-holders-coordination-meeting-ambitious-and-just-climate</a>.</p> <p><i>LCIPP Fifth Annual Dialogue for Indigenous Peoples, Local Communities, Parties, Constituted Bodies, Workstreams and other Contributors: Ambitious and Just Climate Action Rooted in Holistic Stewardship</i> (2025). Available at <a href="https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-fifth-annual-dialogue-indigenous-peoples-local-communities-parties-constituted-bodies">https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-fifth-annual-dialogue-indigenous-peoples-local-communities-parties-constituted-bodies</a>.</p> <p><i>LCIPP Annual Seventh-Generation Round Table: Intergenerational Knowledge Exchange for Collective Continuance of Knowledge Systems, Cultural Heritage, and Stewardship with Nature</i> (2025). Available at <a href="https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-annual-seventh-generation-round-table-intergenerational-knowledge-exchange-collective">https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-annual-seventh-generation-round-table-intergenerational-knowledge-exchange-collective</a>.</p> <p><i>LCIPP Annual Intergenerational Dialogue: Co-Creating Actionable Pathways for Incorporating Diverse Knowledge Systems into Ambitious and Just Climate Action</i> (2025). Available at <a href="https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-annual-intergenerational-dialogue-co-creating-actionable-pathways-incorporating-diverse">https://lcipp.unfccc.int/events/lcipp-annual-intergenerational-dialogue-co-creating-actionable-pathways-incorporating-diverse</a>.</p> <p><i>Annual Dialogue among Indigenous Peoples, Local Communities, Parties and other Stakeholders on the Ethical and Equitable Incorporation of Indigenous Values and Knowledge and Local Knowledge Systems in Nationally Determined Contributions</i> (2025). Available at <a href="https://lcipp.unfccc.int/events/annual-dialogue-among-indigenous-peoples-local-communities-parties-and-other-stakeholders-ethical">https://lcipp.unfccc.int/events/annual-dialogue-among-indigenous-peoples-local-communities-parties-and-other-stakeholders-ethical</a>.</p>
Constituted Body meeting	<p><i>The 14th meeting of the Facilitative Working Group of the LCIPP</i> (2025). Available at <a href="https://lcipp.unfccc.int/events/14th-meeting-facilitative-working-group-fwg-14-lcipp">https://lcipp.unfccc.int/events/14th-meeting-facilitative-working-group-fwg-14-lcipp</a>.</p>

## VI. Fund for responding to Loss and Damage

6. In 2022 the COP and the CMA established the FRLD with a mandate to assist developing nations that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change in responding to economic and non-economic loss and damage associated with the adverse effects of climate change, including extreme weather events and slow onset events. The COP and CMA at its twenty-eighth and fifth sessions, operationalized the Fund as an as entity entrusted with the operation of the Financial Mechanism of the Convention, which would also serve the Paris Agreement. The Fund will be accountable to and function under the guidance of the COP and the CMA.

Table 6  
**Contributions from the Fund for responding to Loss and Damage**

<i>Type of contribution</i>	<i>Reference</i>
Funding request documentation	<p><i>Terms of reference for the call for funding requests under the Barbados Implementation Modalities</i>. Available at <a href="https://www.frlld.org/sites/default/files/FRLD_BIM_1_Terms%20of%20Reference_FINAL%20Nov%209th%20%281%29.pdf">https://www.frlld.org/sites/default/files/FRLD_BIM_1_Terms%20of%20Reference_FINAL%20Nov%209th%20%281%29.pdf</a>.</p> <p><i>Guidance note on preparing funding requests under the Barbados Implementation Modalities</i>. Available at <a href="https://www.frlld.org/sites/default/files/FRLD_BIM_3_Guidance%20for%20preparing%20funding%20requests_Dec%2015%20%285%29.pdf">https://www.frlld.org/sites/default/files/FRLD_BIM_3_Guidance%20for%20preparing%20funding%20requests_Dec%2015%20%285%29.pdf</a>.</p>

## VII. Green Climate Fund

7. The GCF, established under the Cancun Agreements in 2010, is the world’s largest climate fund, mandated to support developing countries raise and realize their NDC ambitions towards low-emission, climate-resilient pathways, guided by the principles and provisions of the Convention. The GCF achieves this goal by investing across eight mitigation and adaptation result areas, striving to maximize the impact of its funding for

adaptation and mitigation and seek a balance between the two, while promoting environmental, social, economic and development co-benefits and taking a gender-sensitive approach.<sup>10</sup> The GCF is an operating entity of the Financial Mechanism.

Table 7

**Contributions from the Green Climate Fund**

<i>Type of contribution</i>	<i>Reference</i>
Web page	<i>List of approved projects in agriculture and food security.</i> Available at <a href="https://www.greenclimate.fund/results/health-food-water-security">https://www.greenclimate.fund/results/health-food-water-security</a> . <i>Publications.</i> Available at <a href="https://www.greenclimate.fund/publications">https://www.greenclimate.fund/publications</a> . <i>National Designated Authorities.</i> Available at <a href="https://www.greenclimate.fund/about/partners/nda">https://www.greenclimate.fund/about/partners/nda</a> . <i>Accredited Entities.</i> Available at <a href="https://www.greenclimate.fund/about/partners/ae">https://www.greenclimate.fund/about/partners/ae</a> . <i>GCF Open Data Library.</i> Available at <a href="https://data.greenclimate.fund/public">https://data.greenclimate.fund/public</a> .
Report	<i>Annual update on complementarity and coherence. GCF/B.40/Inf.13/Add.02 (2024).</i> Available at <a href="https://www.greenclimate.fund/document/gcf-b40-inf13-add02">https://www.greenclimate.fund/document/gcf-b40-inf13-add02</a> .
Strategy	<i>Readiness Strategy 2024–2027.</i> Available at <a href="https://www.greenclimate.fund/readiness">https://www.greenclimate.fund/readiness</a> .
Presentation delivered at the 2025 in-session workshop under the SJWA	<i>GCF Approaches to Implementation of Climate Action for Agriculture and Food Security.</i> Available at <a href="https://unfccc.int/event/workshop-on-systemic-and-holistic-approaches-to-implementation-of-climate-action-on-agriculture-food">https://unfccc.int/event/workshop-on-systemic-and-holistic-approaches-to-implementation-of-climate-action-on-agriculture-food</a> .

## VIII. Global Environment Facility, Least Developed Countries Fund and Special Climate Change Fund

8. The GEF, established in 1991, serves as an operating entity of the Financial Mechanism under the Convention. It comprises six funds dedicated to supporting interrelated priorities for people and the planet. Its financing helps developing countries to address complex challenges and work towards meeting international environmental goals.<sup>11</sup> The GEF has three main entry points to addressing agriculture and food security: the GEF Trust Fund, the LDCF and the SCCF.

Table 8

**Contributions from the Global Environment Facility, the Least Developed Countries Fund and the Special Climate Change Fund**

<i>Type of contribution</i>	<i>Reference</i>
Presentation delivered at the 2025 in-session workshop under the SJWA	<i>Overview of the global environmental facility's interventions in agriculture and food security.</i> Available at <a href="https://unfccc.int/event/workshop-on-systemic-and-holistic-approaches-to-implementation-of-climate-action-on-agriculture-food">https://unfccc.int/event/workshop-on-systemic-and-holistic-approaches-to-implementation-of-climate-action-on-agriculture-food</a> .
Program	<i>The Food Systems Integrated Program (FSIP).</i> Available at <a href="https://www.thegef.org/projects-operations/projects/11214">https://www.thegef.org/projects-operations/projects/11214</a> . <i>Evaluation of GEF Food Systems Programs.</i> Available at <a href="https://www.gefeco.org/en/types/evaluations/food-security">https://www.gefeco.org/en/types/evaluations/food-security</a> . <i>Sahel RESILAND Program.</i> Available at <a href="https://www.worldbank.org/en/programs/sahel-resiland">https://www.worldbank.org/en/programs/sahel-resiland</a> .
Strategy and work program	<i>2026–2030 LDCF/SCCF Strategy (Third meeting).</i> Available at <a href="https://www.thegef.org/events/2026-2030-ldcf-sccf-strategy-third-meeting">https://www.thegef.org/events/2026-2030-ldcf-sccf-strategy-third-meeting</a> . <i>Work program for GEF trust fund (2025).</i> Available at <a href="https://www.thegef.org/council-meeting-documents/gef-c-70-03">https://www.thegef.org/council-meeting-documents/gef-c-70-03</a> .

<sup>10</sup> See <https://www.greenclimate.fund>.

<sup>11</sup> See <https://www.thegef.org>.

<i>Type of contribution</i>	<i>Reference</i>
Knowledge product	<p><i>Rooted in Resilience: The Sustainable Coffee Challenge Annual Report</i> (2025). Available at <a href="https://www.folur.org/knowledge/rooted-resilience-sustainable-coffee-challenge-annual-report">https://www.folur.org/knowledge/rooted-resilience-sustainable-coffee-challenge-annual-report</a>.</p> <p><i>Deforestation-free commodity supply chains in the Peruvian Amazon</i> (2025). Available at <a href="https://www.folur.org/knowledge/peru-deforestation-free-commodity-supply-chains-peruvian-amazon">https://www.folur.org/knowledge/peru-deforestation-free-commodity-supply-chains-peruvian-amazon</a></p> <p><i>Catalyzing sustainable livestock transformation through private sector investment</i> (2025). Available at <a href="https://www.folur.org/index.php/knowledge/catalyzing-sustainable-livestock-transformation-through-private-sector-investment">https://www.folur.org/index.php/knowledge/catalyzing-sustainable-livestock-transformation-through-private-sector-investment</a></p>

## IX. Katowice Committee on Impacts

9. The KCI, established in 2018, supports the work of the forum on the impact of the implementation of response measures. Its 2020–2025 workplan focuses on economic diversification, just workforce transition, impact assessment of response measures, and capacity-building for using impact assessment tools and methodologies.<sup>12</sup>

Table 9

### Contributions from the Katowice Committee on Impacts

<i>Type of contribution</i>	<i>Reference</i>
Ongoing case study	<p><i>Assessing the implementation of Brazil's Plano Safra on just transitions in the agricultural sector</i>. Available at <a href="https://unfccc.int/documents/649897">https://unfccc.int/documents/649897</a>.</p> <p><i>Economic Diversification and Climate Policy Integration in Nigeria – A case study from Nigeria</i>. Available at <a href="https://unfccc.int/documents/649936">https://unfccc.int/documents/649936</a>.</p>
Policy brief	<i>Climate policy impact assessment: Centring intergenerational equity, gender, youth, local communities and Indigenous Peoples</i> (2026). Available at <a href="https://unfccc.int/documents/655114">https://unfccc.int/documents/655114</a> .
Event	<i>Inclusive Impact Assessment of Response Measures: Integrating intergenerational equity, gender, youth, local communities, and Indigenous Peoples - Mandated event</i> (2025). Available at <a href="https://unfccc.int/event/RM/impact-assessment-intergen-equity-gender-youth-localcommunity-ip">https://unfccc.int/event/RM/impact-assessment-intergen-equity-gender-youth-localcommunity-ip</a> .

## X. Least Developed Countries Expert Group

10. The LEG, established in 2001, is mandated to provide technical guidance and support to the LDCs with regard to formulating and implementing NAPs, preparing and implementing national adaptation programmes of action and implementing the LDC work programme. The LEG is also mandated to provide technical guidance and advice on accessing funding from the GCF for formulating and implementing NAPs, in collaboration with the GCF secretariat.<sup>13</sup>

Table 10

### Contributions from the Least Developed Countries Expert Group

<i>Type of contribution</i>	<i>Reference</i>
Report	<p><i>The 48th meeting of the Least Developed Countries Expert Group</i> (2025). Available at: <a href="https://unfccc.int/documents/650524">https://unfccc.int/documents/650524</a>.</p> <p><i>The 47th meeting of the Least Developed Countries Expert Group</i> (2025). Available at: <a href="https://unfccc.int/documents/645726">https://unfccc.int/documents/645726</a></p> <p><i>Climate change adaptation project profiles from the Least Developed Countries</i> (2025). Available at <a href="https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Collection-of-project-ideas-January-2025.pdf">https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Collection-of-project-ideas-January-2025.pdf</a>.</p>

<sup>12</sup> See <https://unfccc.int/constituted-bodies/KCI>, including for the workplan.

<sup>13</sup> See <https://unfccc.int/LEG>.

Type of contribution	Reference
	<i>Efforts of the least developed countries in accessing funding for the process to formulate and implement national adaptation plans (2025)</i> . Available at <a href="https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Recognition-Synthesis-LEG-2025.pdf">https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Recognition-Synthesis-LEG-2025.pdf</a> .
Progress report	<i>Progress in the process to formulate and implement national adaptation plans (2025)</i> . Available at: <a href="https://unfccc.int/documents/650482">https://unfccc.int/documents/650482</a> and <a href="https://unfccc.int/documents/655425">https://unfccc.int/documents/655425</a> .
Expo	<i>NAP Expo 2025</i> . Details and highlights available at: <a href="https://unfccc.int/event/nap-expo-2025">https://unfccc.int/event/nap-expo-2025</a> and <a href="https://unfccc.int/sites/default/files/resource/NAP_Expo_2025_highlights.pdf">https://unfccc.int/sites/default/files/resource/NAP_Expo_2025_highlights.pdf</a>
Guidelines	<i>The NAP Technical Guidelines: Updated technical guidelines for the process to formulate and implement national adaptation plans (2025)</i> . Available at: <a href="https://napcentral.org/nap-guidelines">https://napcentral.org/nap-guidelines</a>
Statement delivered at the 2025 in-session workshop under the SJWA	<i>Systemic and holistic approaches to implementation of climate action on agriculture, food systems and food security, understanding, cooperation and integration into plans</i> . Available at <a href="https://unfccc.int/event/workshop-on-systemic-and-holistic-approaches-to-implementation-of-climate-action-on-agriculture-food">https://unfccc.int/event/workshop-on-systemic-and-holistic-approaches-to-implementation-of-climate-action-on-agriculture-food</a> .

## XI. Santiago network

11. COP 25 established, as part of the WIM, the Santiago network for averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change to catalyse technical assistance for implementing relevant approaches at the local, national and regional level in developing countries that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change.<sup>14</sup>

Table 11

### Contributions from the Santiago network

Type of contribution	Reference
Strategy	<i>Santiago network strategy 2026-2028</i> . Available at <a href="https://assets.santiago-network.org/Common/Documents/SNAB5/FINAL-ADOPTED-SNAB_2025_05_05_Rev.1-Santiago-network-strategy-2026-2028.pdf">https://assets.santiago-network.org/Common/Documents/SNAB5/FINAL-ADOPTED-SNAB_2025_05_05_Rev.1-Santiago-network-strategy-2026-2028.pdf</a> .
Meeting report	<i>Fifth Meeting of the Advisory Board of the Santiago network. Report of the Meeting</i> . Available at <a href="https://assets.santiago-network.org/Common/Documents/SNAB5/SNAB_2025_05_16-Report-of-the-Fifth-Meeting-of-the-Advisory-Board.pdf">https://assets.santiago-network.org/Common/Documents/SNAB5/SNAB_2025_05_16-Report-of-the-Fifth-Meeting-of-the-Advisory-Board.pdf</a> .

## XII. Standing Committee on Finance

12. The SCF was established in 2010 to help the COP to exercise its functions with respect to the Financial Mechanism in terms of improving coherence and coordination in the delivery of climate change financing; rationalization of the Financial Mechanism; mobilization of financial resources; and measurement, reporting and verification of support provided to developing country Parties.<sup>15</sup>

Table 12

### Contributions from the Standing Committee on Finance

Type of contribution	Reference
Forum	<i>2025 Forum of the Standing Committee on Finance. Accelerating climate action and resilience through financing for sustainable food systems and agriculture</i> . Forum material available at: <a href="https://unfccc.int/event/2025-forum-of-the-standing-committee-on-finance">https://unfccc.int/event/2025-forum-of-the-standing-committee-on-finance</a> .
Report	<i>Report of the Standing Committee on Finance: Addendum. Forum of the Standing Committee on Finance (2025)</i> . Available at <a href="https://unfccc.int/documents/652250">https://unfccc.int/documents/652250</a> .

<sup>14</sup> See <https://unfccc.int/santiago-network>.

<sup>15</sup> See <https://unfccc.int/SCF>.

### XIII. Technology Executive Committee

13. The TEC, established in 2010 as the policy arm of the Technology Mechanism, identifies policies that can accelerate the development and transfer of low-emission and climate-resilient technologies, while promoting cooperation and collaboration on climate technologies.<sup>16</sup>

Table 13

#### Contributions from the Technology Executive Committee

<i>Type of contribution</i>	<i>Reference</i>
Report	<i>Climate Technologies for Agrifood System Transformation: Placing food security, climate change and poverty reduction at the forefront</i> (2024). Available at <a href="https://unfccc.int/ttclear/tec/water-energy-food.html#agrifood">https://unfccc.int/ttclear/tec/water-energy-food.html#agrifood</a> .  <i>Analysis of success stories from implemented Technology Action Plans</i> (2024). Available at <a href="https://unfccc.int/ttclear/misc_/StaticFiles/gnwoerk_static/tec_support/263985bf879947389a9939a89c029897/d2d60f0a42114ffdae93284ef170a88.pdf">https://unfccc.int/ttclear/misc_/StaticFiles/gnwoerk_static/tec_support/263985bf879947389a9939a89c029897/d2d60f0a42114ffdae93284ef170a88.pdf</a> .
Joint annual report to the COP and the CMA	<i>Joint annual report of the Technology Executive Committee and the Climate Technology Centre and Network for 2024</i> . Available at <a href="https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sb2024_03E.pdf">https://unfccc.int/sites/default/files/resource/sb2024_03E.pdf</a> .
COP event	<i>Moving forward with NDC acceleration in agrifood systems: Climate Technology Uptake</i> (2024). Available at <a href="https://unfccc.int/ttclear/events/2024/2024_event05">https://unfccc.int/ttclear/events/2024/2024_event05</a> .
Presentation delivered at the 2025 in-session workshop under the SJWA	<i>FAO-TEC joint activity on agrifood systems and climate technology</i> (2025). Available at <a href="https://unfccc.int/event/workshop-on-systemic-and-holistic-approaches-to-implementation-of-climate-action-on-agriculture-food">https://unfccc.int/event/workshop-on-systemic-and-holistic-approaches-to-implementation-of-climate-action-on-agriculture-food</a> .

<sup>16</sup> See <https://unfccc.int/ttclear/tec>.

## Annexe II

**Relations entre les activités et les objectifs de l'Initiative commune de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre d'une action climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire\***

[Anglais seulement]

<i>SJWA objective</i>	<i>Related activities by constituted bodies, and financial and other entities under the Convention, as well as relevant international organizations<sup>a</sup></i>
(a) Promoting a holistic approach to addressing issues related to agriculture and food security, taking into consideration regional, national and local circumstances, in order to deliver a range of multiple benefits, where applicable, such as adaptation, adaptation co-benefits and mitigation, recognizing that adaptation is a priority for vulnerable groups, including women, Indigenous Peoples and small-scale farmers	See activities undertaken by the FRLD (para. 28), the GEF (paras. 31–32), the GCF (para. 36), the LEG (para. 47), the PCCB (para. 50), the SCF (para. 53) and the WIM ExCom (para. 22), as well as the FAST partnership (para. 60)
(b) Enhancing coherence, synergies, coordination, communication and interaction between Parties, constituted bodies and workstreams, the operating entities of the Financial Mechanism, the AF, the LDCF and the SCCF in order to facilitate the implementation of action to address issues related to agriculture and food security	See activities undertaken by the AC (para. 10), the FRLD (para. 29), the GEF (para. 35), the GCF (para. 38), the LEG (para. 48), the SCF (para. 53) and the WIM ExCom (para. 23), as well as the FAST partnership (para. 60)
(c) Promoting synergies and strengthening engagement, collaboration and partnerships among national, regional and international organizations and other relevant stakeholders, as well as under relevant processes and initiatives, in order to enhance the implementation of climate action to address issues related to agriculture and food security	See activities undertaken by the FRLD (para. 29), the GEF (paras. 34–35), the GCF (para. 39), the LEG (para. 48), the PCCB (para. 50), the SCF (para. 53) and the WIM ExCom (para. 23), as well as the FAST partnership (para. 61)
(d) Providing support and technical advice to Parties, constituted bodies and the operating entities of the Financial Mechanism on climate action to address issues related to agriculture and food security, respecting the Party-driven approach and in accordance with their respective procedures and mandates	See activities undertaken by the AF (para. 13), the CTCN (para. 18), the FRLD (para. 28), the GEF (para. 33), the GCF (para. 40), the LEG (para. 47), the Santiago network (para. 52), the TEC (para. 57) and the WIM ExCom (para. 22), as well as FAO and (paras. 70–73) and the FAST partnership (para. 62)
(e) Enhancing research and development on issues related to agriculture and food security and consolidating and sharing related scientific, technological and other information, knowledge (including local and Indigenous knowledge), experience, innovations and best practices	See activities undertaken the AC (para. 10 11), the AF (para. 13), the LCIPP (para. 25), the GEF (para. 35), the GCF (para. 41), the KCI (para. 44), the LEG (para. 49) and the WIM ExCom (para. 22), as well as the FAST partnership (para. 63)
(f) Evaluating progress in implementing and cooperating on climate action to address issues related to agriculture and food security	See activities undertaken by the AC (para. 11), the CTCN (para. 19), the GCF (para. 42), the LEG (para. 49) and the SCF (para. 55)
(g) Sharing information and knowledge on developing and implementing national policies, plans and strategies related to climate change, while recognizing country-specific needs and contexts	See activities undertaken by the CTCN (para. 19), the GEF (para. 35), the GCF (para. 43), the LEG (para. 47 and 49), the PCCB (para. 50), the SCF (para. 55), the TEC (para. 57) and the WIM ExCom (para. 22)

<sup>a</sup> Paragraphs referenced are paragraphs in the main body of this document.

\* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.

## Annexe III

### Synthèse des contributions des organisations internationales et des représentants des initiatives des présidences de la Conférence des Parties\*

[Anglais seulement]

The table below summarizes information submitted in 2025 by international organizations and representatives of COP Presidency initiatives to the Sharm el-Sheikh online portal, using the submission template outlined in annex I to FCCC/SB/2024/L.8<sup>1</sup>. The complete submissions, including the filled-in templates and accompanying documentation, are available on the portal<sup>2</sup>.

<i>Submitter</i>	<i>Name</i>	<i>Status</i>	<i>Type of instrument</i>	<i>Time frame</i>	<i>Purpose of submission</i>	<i>Funding sought</i>	<i>Collaboration sought</i>
FAO	PLACA	Ongoing	initiative	Implementation: 31/12/2019 onward	Seeking funding/Sharing information	500 000 USD	Knowledge exchange
FAO	FAO's NDC and NAP Portfolios	Ongoing	project/initiative		Seeking collaboration/Seeking funding/Offering collaboration/Sharing information		Technology transfer/Capacity-building/Knowledge exchange
FAO	FAOs GCF Portfolio in Europe and Central Asia	Approved	project	Implementation: 01/12/2025 onward	Offering collaboration		
FAO	FAOs GEF Portfolio	Ongoing	project		Offering collaboration		
FAO	SCALA	Ongoing	project	Implementation: 31/12/2020–31/12/2028	Seeking collaboration		Capacity-building
FAO	SAGA2	Ongoing	project	Implementation: 31/12/2023–31/12/2026	Seeking collaboration		Capacity-building
FAO	Climate Change Knowledge Hub	Ongoing	initiative	Preparation: 10/01/2025	Sharing information		

\* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.

<sup>1</sup> Available at <https://unfccc.int/documents/647124>.

<sup>2</sup> <https://unfccc.int/topics/land-use/workstreams/agriculture/sharm-el-sheikh-online-portal>.

<i>Submitter</i>	<i>Name</i>	<i>Status</i>	<i>Type of instrument</i>	<i>Time frame</i>	<i>Purpose of submission</i>	<i>Funding sought</i>	<i>Collaboration sought</i>
FAO	Nature-positive Agrifood Systems Toolkit	Ongoing	initiative	Implementation: onward   03/03/2025 onward	Seeking collaboration/Sharing information		Knowledge exchange
FAO	Enhancing Agrifood Negotiations	Implemented	project	Implementation: 22.10.2024–30.06.2025	Sharing information		
FAO	FAO Strategic Framework 2022-2031	Ongoing	policy	Implementation: 31/12/2022–31/12/2031	Offering collaboration		
FAO	FAO Strategy Climate Change 2022-2031 and its Action Plan 2022-2025	Ongoing	policy	Implementation: 31/12/2022–31/12/2031	Offering collaboration		
FAO	CFS policy products, including the policy recommendations on Food Security and Climate Change (CFS39, 2012) and the Voluntary Guidelines on Food Systems and Nutrition (CFS47, 2021), among others.	Approved	policy		Sharing information		
FAO	FAO NAP-Fish guidelines	Implemented	policy		Sharing information		
FAO	Agriculture and climate change Law and governance in support of climate smart agriculture and international climate change goals	Ongoing	policy	Implementation: 31/12/2020 onward	Offering collaboration		
FAO	Law and Climate Change Toolkit	Ongoing	policy	Implementation: 31/12/2018 onward	Offering collaboration		
FAO	Baku Harmoniya Climate Initiative for Farmers.	Ongoing	initiative	Implementation: 19/12/2025 onward	Offering collaboration		
FAO	FAO Adaptation Toolbox for fisheries and aquaculture	Implemented	initiative		Sharing information		

<i>Submitter</i>	<i>Name</i>	<i>Status</i>	<i>Type of instrument</i>	<i>Time frame</i>	<i>Purpose of submission</i>	<i>Funding sought</i>	<i>Collaboration sought</i>
FAO	Recarbonization of Global Agricultural Soils (RECSOIL) Initiative	Ongoing	initiative	This project takes place in 4–5 year cycles.	Seeking funding		Capacity-building
FAO	Global Bioenergy Partnership (GBEP)	Ongoing	initiative	Implementation: 31/12/2006 onward	Sharing information		
FAO	Climate risk management through the identification of climate risks, adapted tools, and evidence-based projects and programmes	Ongoing	initiative	Implementation: 31/12/2020 onward	Offering collaboration		
FAO	Global Farmer Field School (FFS) Platform	Ongoing	initiative		Seeking funding	1 000 000 USD	
FAO	Climate Smart Agriculture	Ongoing	initiative		Seeking collaboration		
FAO	Agroecology	Ongoing	initiative		Seeking collaboration		
FAO	FAOs GCF Portfolio in Europe and Central Asia	Ongoing	project		Offering collaboration		
FAO	FAOs GCF Portfolio in Near East and North Africa	Ongoing	project		Offering collaboration		
FAO	FAOs GCF Portfolio in Asia and the Pacific	Ongoing	project		Offering collaboration		
FAO	FAOs GCF Portfolio in Africa	Ongoing	project		Offering collaboration		
FAO	FAOs GCF Portfolio in Latin America and the Caribbean	Ongoing	project		Offering collaboration		
FAO	Improved Water resources monitoring systems/integrated water resource management at regional level	Implemented	project	Implementation: 31/12/2015–31/12/2022	Sharing information		
FAO	Capacity development for the sustainable management of soil resources in the NENA region to achieve the sustainable development goals (SDGs)	Implemented	project	Implementation: 31/12/2020–31/12/2023	Offering collaboration		Capacity-building
FAO	Increasing the climate change resilience of communities in Eastern Ghouta in Rural Damascus to water scarcity challenges through integrated natural resource management and immediate adaptation interventions	Implemented	project	Implementation: 08/04/2021 – 23/04/2025	Seeking collaboration	10 000 000 USD	Capacity-building

<i>Submitter</i>	<i>Name</i>	<i>Status</i>	<i>Type of instrument</i>	<i>Time frame</i>	<i>Purpose of submission</i>	<i>Funding sought</i>	<i>Collaboration sought</i>
FAO	Technical Support to the Ministry of Agriculture and Agrarian Reform to develop a strategy for sustainable and inclusive agrifood system transformation in Syria	Ongoing	project	Implementation: 31/12/2023–31/12/2025	Seeking collaboration		Capacity-building
FAO	Building Local Resilience in Syria	Ongoing	project	Implementation: 31/12/2022–31/03/2028	Seeking collaboration		Capacity-building
FAO	Strengthening the Resilience of Crisis-Affected Households through SRH, GBV and youth services and livelihoods support in Al Mayadin, Deir Ez-Zor	Ongoing	project	Implementation: 31/12/2022–31/12/2026	Seeking funding	6 000 000 USD	Capacity-building
FAO	Résilience des paysages face au changement climatique et amélioration des moyens d'existence (Forest and Farm Facility FFF)	Ongoing	project	Implementation: 31/12/2019–31/12/2026	Sharing information		Knowledge exchange
FAO	Improving the resilience of smallholder farmers in Southern Madagascar	Ongoing	project	Implementation: 31/12/2022–31/03/2026	Sharing information		
FAO	Support to livelihoods of drought affected households and resilience building in Warder and Kebredahar woredas of Ethiopia's Somali Region	Implemented	project	Implementation: 31/12/2018–31/12/2020	Sharing information		
FAO	Provision of time-critical and agricultural season-sensitive support across Afghanistan	Ongoing	project	Implementation: 31/06/2022–31/06/2025	Sharing information		
FAO	FAO field programme of climate change adaptation in fisheries and aquaculture	Ongoing	project		Sharing information		
FAO	Guidelines on Integrating Blue Foods into National Climate Strategies (NDC-Fish Guidelines)	Ongoing	project		Seeking collaboration/Sharing information		Knowledge exchange
FAO	Indigenous Peoples' biocentric restoration	Ongoing	project	Implementation: 31/12/2024–31/12/2027	Sharing information		
FAO	Enhancing resilience and empowerment in communities at risk of climate-induced migration in Nepal and Uganda.	Ongoing	project	Implementation: 31/12/2024–31/12/2025	Seeking funding	500 000 USD	

Submitter	Name	Status	Type of instrument	Time frame	Purpose of submission	Funding sought	Collaboration sought
FAO	FAST Partnership	Ongoing	initiative	Implementation: 13/11/2022 onward	Offering collaboration/Sharing information		
GCDT	Power of Diversity Funding Facility	Ongoing	project/initiative	Preparation: 2024–2024   Implementation: 2025–2034	Seeking collaboration/Seeking funding/Offering collaboration/Offering funding/Sharing information	20 000 000 EUR	Knowledge exchange
MAPA Brazil	Resilient Agriculture Investment for Net-Zero Land Degradation (RAIZ)	Ongoing	project/initiative/policy	Preparation: 05/02/2025–09/09/2025   Implementation: 19/11/2025–17/12/2027	Seeking collaboration/Seeking funding/Offering collaboration/Sharing information	from 3 000 000 000 to 10 000 000 000 USD	Technology transfer/Capacity-building/Knowledge exchange/Other: Investment
OECD	OECD submission of information on projects, initiatives and policies for increasing opportunities for implementation of climate action to address issues related to agriculture: <i>Measuring Carbon Footprints of Agri-Food Products: Eight Building Blocks.</i>	Implemented	initiative/policy	Preparation: 01/01/2023–31/12/2024   Implementation: 01/01/2023–31/12/2024	Sharing information		
OECD	OECD submission of information on projects, initiatives and policies for increasing opportunities for implementation of climate action to address issues related to agriculture: <i>Beyond food loss and waste reduction targets: Translating reduction ambitions into policy outcomes.</i>	Implemented	initiative/policy	Preparation: 01/01/2023–31/12/2024   Implementation: 01/01/2023–31/12/2024	Sharing information		
OECD	OECD submission of information on projects, initiatives and policies for increasing opportunities for implementation of climate action to address issues related to agriculture: <i>A Policy Inventory for Mitigation Actions in the AFOLU sector.</i>	Implemented	initiative/policy	Preparation: 01/01/2023–31/12/2024   Implementation: 01/01/2023–31/12/2024	Sharing information		

## Bibliographie

[Anglais seulement]

FAO. 2025. *Identifying Levers for the Transformation of Agrifood Systems: Meeting Report, Rome, Italy, 6–8 May 2025*. Rome, Italy: Food and Agriculture Organization of the United Nations. Available at <https://openknowledge.fao.org/items/6a1080ff-06d0-45f3-9e5f-dde6684b185a>.

FAST Partnership. 2025. *FAST Partnership E-discussion report: Gaps and challenges to accelerate climate finance: A peer-to-peer learning exercise*. FAST Partnership. Available at <https://www.ruralforum.org/wp-content/uploads/2025/07/FAST-Partnership-E-discussion-report.pdf>.

Galbiati GM, Caputo I, Brierley I, et al. 2025. *Climate-related development finance to agrifood systems – Global and regional trends*. Rome, Italy: Food and Agriculture Organization of the United Nations. Available at <https://openknowledge.fao.org/items/ef4f5d7e-83ea-4e0e-a2d6-40d4154268fc>.

GEF. 2025. *Advancing the Integrated Approach for Food Security and Resilient Food Systems. Learning from the GEF Program on Fostering Sustainability and Resilience for Food Security in Sub-Saharan Africa*. Available at <https://www.thegef.org/newsroom/publications/advancing-integrated-approach-food-security-and-resilient-food-systems>.

LEG. 2025. *National adaptation plans 2025. Progress in the process to formulate and implement national adaptation plans*. Available at <https://unfccc.int/documents/655425>.

NAP task force. 2024. *Progress, good practices and lessons learned, challenges and opportunities in the application of traditional knowledge, knowledge of Indigenous Peoples and local knowledge systems in adaptation*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/documents/642260>.

OECD. 2025a. *Beyond food loss and waste reduction targets: Translating reduction ambitions into policy outcomes*. OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers. Available at [https://www.oecd.org/en/publications/beyond-food-loss-and-waste-reduction-targets\\_59cf6c95-en.html](https://www.oecd.org/en/publications/beyond-food-loss-and-waste-reduction-targets_59cf6c95-en.html).

OECD. 2025b. *Measuring Carbon Footprints of Agri-Food Products: Eight Building Blocks*. OECD Publishing. Available at [https://www.oecd.org/en/publications/measuring-carbon-footprints-of-agri-food-products\\_8eb75706-en.html](https://www.oecd.org/en/publications/measuring-carbon-footprints-of-agri-food-products_8eb75706-en.html).

OECD. 2025c. *Policy Inventory for Mitigation Actions in the Agriculture, Forestry and Other Land Use Sectors: 2025 PIMA-AFOLU Update*. Paris: OECD Publishing. Available at <https://doi.org/10.1787/170be27b-en>.

TEC-FAO. 2024. *Climate Technologies for Agrifood System Transformation: Placing food security, climate change and poverty reduction at the forefront*. Available at <https://unfccc.int/ttclear/tec/water-energy-food.html#agrifood>.

The Sustainable Coffee Challenge. 2025. *Rooted in Resilience. The Sustainable Coffee Challenge Annual Report*. Available at <https://www.folur.org/knowledge/rooted-resilience-sustainable-coffee-challenge-annual-report>.

UNDP and CTCN Adaptation Fund Climate Innovation Accelerator. 2025. *Adaptation Fund Climate Innovation Accelerator Impact Report 2020–2025*. United Nations Development Programme and United Nations Environment Programme – Climate Technology Centre and Network. Available at <https://www.ctc-n.org/resources/afcia-i-impact-report>.

UNEP and CTCN. 2025. *EU-funded Climate Change and Security Programme Impact Report*. Climate Technology Centre & Network and European Commission. Available at <https://www.ctc-n.org/resources/eu-funded-climate-change-and-security-programme-impact-report>.

UNFCCC-KCI. 2026. *Climate Policy Impact Assessment: Centring Intergenerational Equity, Gender, Youth, Local Communities and Indigenous Peoples*. Bonn, Germany: United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). Available at <https://unfccc.int/documents/655114>.

WIM Executive Committee. 2025a. *Compendium on comprehensive risk management approaches – volume 2*. Bonn: . Available at [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/WIM\\_ExCom\\_Compendium\\_vol.2.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/WIM_ExCom_Compendium_vol.2.pdf).

WIM Executive Committee. 2025b. *Technical guide on accessing financial resources aiming to avert, minimize and address the impacts of displacement associated with the adverse effects of climate change*. Available at [https://unfccc.int/sites/default/files/resource/WIM\\_ExCom\\_TFD\\_TG\\_Accessing\\_Finance\\_2025.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/resource/WIM_ExCom_TFD_TG_Accessing_Finance_2025.pdf).

WIM Executive Committee. 2025c. *Technical guide on sea level rise*. Bonn: UNFCCC. Available at <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/WIM%20ExCom%20sea%20level%20rise.pdf>.

---